

LE FEDERALISTE

revue de politique

*Espérer le maintien de l'harmonie parmi
plusieurs Etats indépendants et voisins
ce serait perdre de vue le cours uniforme
des événements humains et aller contre
l'expérience des siècles.*

Hamilton, The Federalist



LE FEDERALISTE

revue de politique

Directeur: Mario Albertini

Le Fédéraliste, fondé par un groupe de militants du Mouvement Fédéraliste Européen, est actuellement l'organe des Centres d'études sur la paix, l'ordre international et le fédéralisme européen nés au sein du Mouvement. Edité pendant trois ans en italien, *Le Fédéraliste* paraît maintenant en français. Il vit grâce à ses abonnés. A la fin de chaque année la revue publie son bilan.



Quatre numéros par an

Abonnement pour les pays européens F. 20 - L. 2000. — Abonnement de soutien F. 50 - L. 5000. — Abonnement pour les pays extra-européens \$ 8.

Direction, Rédaction et Administration: Corso Cavour 16, 27100 Pavia - c.c.p. n. 3/38688. Rédaction lyonnaise: Bernard Lesfargues, 36, rue des Essarts, 69500 Bron (Rhône) - c.c.p. n. 5654-32, 69 Lyon.

Note à propos du retour à la tradition classique en économie

BERNARD BARTHALAY

TABLE DES MATIERES

BERNARD BARTHALAY, *Note à propos du retour à la tradition classique en économie* p. 153

LES DOCUMENTS

Le XIII^e Congrès du M.F.E.

« L'Europe pour quoi faire et... comment? », exposé de Bernard Barthalay »	169
Rapport politique du président du Bureau exécutif, Mario Albertini »	178
Résumé de l'intervention de Mario Albertini »	190
Résolution de politique générale »	195
Résolution relative aux dictatures dans la Méditerranée . »	196
Déclaration approuvée par le XIII ^e Congrès du M.F.E. »	197
Accord d'unification A.E.F.-M.F.E. »	201
Table des matières de l'année 1972 »	208

Dans son livre *Production de marchandises par des marchandises* (1), Piero Sraffa, professeur à Cambridge, retient la présentation du système de la production et de la consommation comme procès circulaire qui se trouve dans le *Tableau économique* de Quesnay et qui contraste nettement avec l'image proposée par la théorie néo-classique d'une voie à sens unique allant des « facteurs de production » aux « biens de consommation ». Il s'agit de deux schèmes distincts, comme on peut le montrer rapidement. Dans le dernier, les agents détiennent des stocks de biens (les agents *contrôlent* les biens); les fonctions de demande nette du consommateur (ou du producteur) sont déduites des conditions de premier ordre de la maximisation de l'utilité (respectivement de la quantité produite) et l'équilibre général exige que la demande nette relative à chaque bien soit nulle; il est possible de calculer la production nécessaire pour faire face à n'importe quelle demande finale (les consommateurs *contrôlent* les producteurs contrairement à la réalité). Les seules données sont les ressources disponibles et les préférences des

(1) PIERO SRAFFA, *Production of Commodities by Means of Commodities*, Cambridge University Press, 1960. Trad. fr., *Production de marchandises par des marchandises*, Dunod, Paris, 1970. Consulté dans l'édition italienne, *Produzione di merci a mezzo di merci*, Einaudi, Turin, 1960.

consommateurs, d'où la partition entre les facteurs primaires et les produits finaux.

Le schème sraffien est tout autre: les marchandises sont produites à partir d'autres marchandises avec des méthodes de production représentées par des coefficients techniques; le temps intervient dans l'hypothèse d'un cycle annuel de la production (avec marché annuel); le produit final se résout en moyens de production et moyens de subsistance: les travailleurs sont donc traités conformément à la réalité comme des moyens de production, le salaire n'est pas un prix directeur et les consommateurs sont dominés. Les seules données sont ici les méthodes de production et l'application à des situations concrètes exige une distinction supplémentaire entre marchandises base et marchandises non-base.

Sur le plan formel, les deux schèmes sont traduisibles algébriquement en systèmes d'équations linéaires, mais le modèle néo-classique correspond à une économie décrite par un système ouvert: il y existe des secteurs exogènes qui *offrent* des facteurs primaires de production et *demandent* les produits finaux. Dans le modèle de Sraffa, l'économie est représentée par un système fermé: il n'y figure pas de demande finale, ni de facteurs primaires, et ne saurait en être autrement puisqu'à aucun moment il n'est question de prix de marché et que l'auteur rejette entièrement les préférences des consommateurs comme fondement de la valeur et exclut la conception des « services producteurs » (2).

(2) Dans une revue du livre de Sraffa, ROY HARROD (*Economic Journal*, 1961), s'étonne, avec une mauvaise foi évidente, qu'on puisse obtenir un système de prix sans référence à la demande finale et à son élasticité et prétend que « toutes les difficultés de Sraffa » viennent de là. Si les consommateurs modifiaient la composition de leur demande, écrit-il en substance, les prix relatifs, que Sraffa se propose de déterminer en « négligeant » les préférences individuelles, en seraient affectés. On a peine à croire que Harrod puisse un instant penser qu'il s'agit d'une critique pertinente. Elle le serait si Sraffa avait choisi de parler de la formation des prix sur le marché, ce qu'il n'a pas fait. L'objection de Harrod, participant

On peut prolonger utilement la ligne de démarcation en introduisant l'incertitude. Les modèles dynamiques ouverts passent sans difficulté d'une définition en univers certain à une définition en univers incertain. Il suffit pour cela de se donner des contraintes aléatoires, c'est-à-dire des contraintes qui ne sont pas imposées avec certitude, et seulement pour durer pendant un certain laps de temps. Et c'est heureux, car l'avenir concret, celui de la décision, est incertain. Les procédures de programmation stochastique révèlent d'ailleurs la complémentarité d'une temporalité historique et d'une temporalité stochastique par la formalisation de l'idée de phénomènes aléatoires dépendants des résultats passés, l'influence des périodes récentes étant la plus forte et celle des périodes lointaines la plus faible (3). Au contraire, les modèles dynamiques fermés, c'est-à-dire notamment fermés aux facteurs exogènes de la croissance et donc condamnés à l'hypothèse stationnaire ou à la seule considération des changements de méthodes de production, ne se prêtent guère au traitement de l'aléa, dans la mesure où le découpage du temps en périodes significatives (cycles de pro-

manifestement de l'entreprise de dénigrement qui s'abat sur le retour aux classiques vole en éclats et les difficultés annoncées disparaissent du même coup. Oublier à la lecture de Sraffa l'objet même de son livre, le système des prix de production, (ou refuser de le voir) ne peut conduire qu'à de grotesques erreurs.

(3) Cf. STEN THORE, « A dynamic Leontief model with chance-constraints », in *Risk and Uncertainty, Proceedings of a Conference held by the International Economic Association*, Ed. K. Borch et J. Mossin, Mac Millan, 1968. Dans la plupart des modèles multisectoriels de croissance, la recherche du sentier optimal de la production ou du stock de capital a été conduite sous l'hypothèse de certitude. Sten Thore étudie quant à lui les modifications que suppose l'introduction explicite de l'incertitude en ce qui concerne la productivité du capital futur. C'est la recherche de stratégies stochastiques optimales pour l'accumulation du stock de capital. À la lumière de son étude, il apparaît que décider un plan déterministe revient à admettre une position sous-optimale. Enfin, le propre de la planification stochastique de Sten Thore est d'être *flexible* et de contenir des dispositions conditionnelles. « L'introduction d'éléments de flexibilité dans une planification déterministe constitue un pas vers l'utilisation optimale des ressources existantes » (Thore).

duction), c'est-à-dire un concept pur d'historicité, s'avère nécessaire à leur fermeture. Voilà qui illustre l'affinité du modèle stationnaire (ou métastationnaire) fermé et de l'équilibre de production. Enfin, il suffira d'ajouter que le risque et l'incertitude sont étrangers à une économie toute entière confondue avec le système qui la décrit pour achever de marquer la dénivellation.

Premier niveau: la théorie de l'équilibre de production qui ramène les prix au travail socialement nécessaire à la production des marchandises, c'est l'œuvre commencée par Sraffa. Second niveau: la théorie des prix de marché qui informe le calcul d'un optimum individuel ou collectif et dont les matériaux épars sont à assembler. Le système des prix de production apparaît comme une sorte de *noumène*, un substrat de ces *phénomènes* que sont la formation et l'évolution des prix sur les marchés et la concurrence des firmes.

L'idée de revenir aux classiques procède d'une conscience retrouvée de la dualité des niveaux. Sraffa, à la suite des classiques et des marxistes, conçoit qu'à un univers de réalités apparentes s'oppose un monde souterrain de réalités cachées. Le dualisme des théories est proclamé, plus ou moins explicitement, comme prise de conscience de la complémentarité des deux visées, corollaire de la distinction des plans micro-économique et macro-économique. Le mouvement contemporain de retour aux classiques amoncelle les symptômes prémonitoires d'une féconde restauration de l'unité des plans qui permettra de préserver, dans l'élaboration d'une théorie moderne de la valeur et des prix, les éléments non idéologiques du marginalisme.

Comme pièce d'une explication dynamique des prix de production, l'apport essentiel de Sraffa est surtout le concept de produit social type, unité de compte pour un calcul d'avantage collectif. Cette marchandise composite, commune mesure des valeurs, s'inscrit dans la ligne du *Capital*, si l'on consent à l'interpréter sans dogmatisme.

Mais la perspective uniquement macroscopique n'apprend rien quant au fonctionnement des échanges dans un régime de rareté, c'est-à-dire dans tout système économique. En effet, le système des prix s'écarte du système des valeurs aussitôt qu'un marché s'institue. C'est que la valeur comporte une double signification suivant qu'on l'envisage macroscopiquement ou par rapport à un agent individuel. Elle est à la fois temps de travail socialement nécessaire à la production, et temps de travail que consentent à abandonner les acheteurs les moins pressés. Cette dualité d'aspects s'exprime dans les oscillations des prix du marché autour des prix de production, et la gravitation de la valeur extrinsèque autour de la valeur intrinsèque prend figure de clef de la théorie des prix comme le suggère l'*identité formelle* qu'établit unilatéralement Sraffa à l'équilibre et pour des méthodes de production données, entre les prix de production déterminés en régime stationnaire pour un profit normal nul et les prix de marché d'un modèle linéaire statique dans les conditions très peu réalistes de la concurrence pure et parfaite. Une fois levées les conditions stériles de profit nul ou de concurrence, c'est la non-coïncidence des deux systèmes de prix qui est évidemment la règle.

L'articulation reconnue de l'équilibre de production et de l'équilibre général (hors du réel) de marché met fin au bannissement de la distinction du prix « naturel » et du prix « courant » (4). Mais la réhabilitation théorique de la problématique originale des classiques ne suffit pas à lever les obstacles pratiques qui s'opposent à la mesure de la valeur.

Pour deux raisons:

- 1) La constitution d'un système de prix homogène

(4) Ce bannissement a été si absolu que les néo-marxistes les plus sophistiqués ont eux-mêmes quelques difficultés à saisir de nouveau toute l'importance théorique de la distinction.

est impossible, et une connaissance précise de la valeur des marchandises difficile, tant que subsistent des prix extérieurs et des prix intérieurs. Cette difficulté repose à la fois sur la division du monde en Etats et sur des modes de production et des formes de propriété distincts. L'amélioration de la gestion suppose donc tout autant la transformation des structures économiques à l'échelle mondiale et, à la limite l'abolition de la *raison d'Etat*, c'est-à-dire l'unification sociale du genre humain, que la transformation des modes de calcul. En effet, l'adoption d'un prix mondial comme base de référence dans les échanges consoliderait ce prix et les effets négatifs de la structure actuelle du commerce mondial. Par là, le problème de la connaissance de la valeur apparaît comme un problème sans cesse à reprendre en fonction de l'évolution de la division internationale du travail et des rapports entre Etats.

Fichte (5) en avait déjà l'intuition quand il affirmait que la première condition de l'instauration d'un régime économique rationnel était la suppression de tout commerce avec l'étranger, la fermeture totale de l'Etat. Cette réduction stricte à l'autarcie étant exclue, traduisons: la coextensivité de l'Etat et de la planète.

2) La « réduction » des prix à des quantités de travail d'époques différentes suppose une économie qui puisse, par ses rapports de production propres, rassembler sur elle-même une information et acquérir une trans-

(5) « L'Etat a l'obligation d'assurer à tous les citoyens, par la loi et la contrainte, la condition qui résulte de cet équilibre du commerce. Mais il ne le peut si une personne quelconque, qui ne se trouve pas sous sa loi ou sa souveraineté, exerce une influence sur cet équilibre. Il faut donc absolument qu'il ôte la possibilité de s'exercer à toute influence de ce genre » (*Der geschlossene Handelsstaat*, Berlin, 1800, trad. fr., Paris, 1940, p. 68). Par ailleurs, Fichte anticipe de façon géniale les analyses actuelles du processus de sous-développement. Sa protestation est dirigée contre un système qui, à ses yeux, est un système d'exploitation par l'Europe du reste du monde. Son hostilité n'est pas moins grande à l'égard du libéralisme économique, « guerre des acheteurs et des vendeurs ».

parence qui dépassent les possibilités du *capitalisme*, fonctionnant par la recherche du profit privé de l'entrepreneur et protégeant la liberté de dissimuler l'information.

La convergence et la combinaison de ces deux conditions historico-sociales marquent *négativement* la limite contemporaine des tendances objectives à la planification des économies capitalistes. L'examen des procédures mathématiques en usage permettra de préciser cette limite négative.

Plan et marché

Comme on sait, la programmation linéaire permet de calculer au voisinage des conditions de départ un système de prix relatifs. Ce système est la solution du problème dual.

1) Il n'est pas question d'appliquer la programmation linéaire au calcul de tous les prix dont le nombre dépasse largement le million. On ne peut le faire que pour les prix moyens agrégés relatifs à quelques centaines de produits qui figurent dans le modèle d'échanges interindustriels; or, actuellement l'élaboration de ce modèle se heurte au problème de l'agrégation et de la désagrégation des branches. Plus on les agrège, plus leur contenu économique disparaît, moins les coefficients restent stables. Plus on les désagrège, plus les effets de substitution s'amplifient, moins l'information reste riche. Il existe un nombre optimal de branches à ne pas dépasser.

2) Il n'est pas question non plus de donner ne fût-ce qu'un commencement d'application à la distinction qu'introduit Sraffa entre les marchandises base et les marchandises non-base. Seules les marchandises base remplissent une fonction essentielle dans la détermination des prix et du taux de profit pour un salaire donné, alors que les marchandises non-base n'en ont aucune. Il suffirait donc d'agir directement ou indirectement sur les prix des premières: « un impôt sur un produit base modi-

fierait tous les prix et réduirait le taux de profit qui correspond à un salaire donné, alors qu'un impôt sur un produit non-base n'aurait aucun effet sinon sur le prix de la marchandise frappée et sur les autres marchandises non-base qui lui sont éventuellement liées » (6). Mais, faute de pouvoir apporter une solution satisfaisante au problème de l'agrégation et de la désagrégation des branches, il ne faut pas compter faire l'économie de la planification (directe ou indirecte) des industries non-base. En effet, la réduction de la matrice des coefficients techniques donnera autant de solutions différentes que peut en avoir le problème précédent.

3) Dans la mesure où les coefficients techniques et la composition de la demande finale d'un modèle d'échanges interindustriels ne reflètent pas exactement les méthodes de production et les préférences des consommateurs, les prix calculés peuvent s'écarter de l'optimum.

4) Les méthodes de production et les préférences des consommateurs subissent des variations continues. Pour que se maintienne une gestion optimale de l'économie, les quantités produites et les prix devront se modifier continuellement en fonction de ces variations. Ces révisions ne peuvent intervenir qu'avec un retard considérable, nouvelle source d'écarts à l'optimum. La question se pose — c'est aux mathématiciens de répondre — d'édifier ce système dynamique de prix et de le rendre opératoire.

Etant donné l'impossibilité présente de calculer ce système, il faut *laisser faire* le mécanisme du marché en l'adaptant aux exigences du plan (7). Il s'agira de maxi-

(6) SRAFFA, op. cit., p. 69 (traduit par nous).

(7) Il est utile de rappeler en nous limitant au cas des systèmes à marché libre l'essentiel des conclusions de l'article de J. MARCZEWSKI (*Economie appliquée*, 1966, p. 321-326 et 330-331) sur « Le rôle des prix dans un système planifié ».

miser le *produit social* sous une double série de contraintes: les ressources disponibles et la structure de la demande finale.

Cette dernière pourra être décomposée en deux éléments:

1) la consommation des ménages dont le plan calculera le volume et essaiera d'anticiper la structure tout en laissant aux intéressés la liberté de choix dans le cadre de leur budget.

2) les investissements, les importations et les exportations qui feront l'objet d'une simple estimation, car leur valeur sera entièrement déterminée par l'action combinée de la consommation des ménages et de variables exogènes qui échappent totalement à l'emprise du plan.

La production sera donc laissée à l'initiative libre des entreprises. Mais le plan, outre qu'il aura une action directe sur la consommation et les investissements publics, exercera un contrôle sur la masse monétaire à la disposition des agents afin d'ajuster leur pouvoir d'achat à la capacité de production des entreprises.

Le dual du programme qui aura servi au calcul des flux réels du plan pourra fournir un système de prix relatifs correspondant approximativement à l'optimum. Appliqués à un prix directeur exprimant le niveau absolu des prix de la période planifiée, ces prix permettront de calculer la valeur courante de la production, d'en déduire le montant des rémunérations engendrées par cette production et de fixer la valeur des différents instruments monétaires, fiscaux et financiers destinés à ajuster les revenus disponibles des agents pour obtenir une demande finale correspondant, par son volume et sa structure, à la production planifiée. Ainsi, le plan ne fixera pas les prix dont la formation résultera du libre jeu de l'offre

et de la demande dans le cadre d'un marché convenablement aménagé (8).

Or, le niveau absolu des prix et du salaire intérieurs dépend non seulement du plan des flux réels, mais aussi du niveau des prix et du salaire extérieurs, c'est-à-dire du taux de change, et, pour un taux de change donné, le salaire calculé varie, toutes choses égales d'ailleurs, en raison directe du niveau des prix extérieurs des produits exportables et importables et de la productivité brute du travail, mais en raison inverse du taux de croissance planifié. Il pourra être inférieur, égal ou supérieur au salaire pratiqué au départ.

Si le salaire pratiqué est inférieur au salaire calculé, deux cas pourront se présenter: l'application du plan des flux réels impliquera le plein emploi de la main-d'œuvre disponible ou elle supposera un certain sous-emploi. Dans le premier cas, il faudra envisager le relève-

(8) La rationalité d'un système planifié à marché libre exige l'organisation de la concurrence:

— dans la mesure où les salaires restent bloqués au niveau fixé par le plan (cf. infra), il est impossible d'autoriser l'entreprise et ses propriétaires (Etat, régions ou capitalistes) à accroître leurs bénéfices d'un pourcentage plus élevé que le pourcentage d'augmentation des salaires. La partie du profit pur dépassant ce pourcentage et calculée sur les résultats moyens de la période planifiée devrait être répartie entre l'entreprise et les salariés afin que le pourcentage d'augmentation par unité du produit soit le même, pour les deux parties prenantes. D'autre part, afin d'éviter les tensions inflationnistes, cette part du profit pur serait versée à un compte bloqué et ne pourrait être affectée à la consommation ou à l'investissement, qu'avec l'autorisation de la banque centrale.

— il faudrait obliger les entreprises monopolistiques à vendre à un prix égal au coût marginal de longue période; le respect de cette tarification pourrait se heurter à des difficultés dans le cas des entreprises privées. Les entreprises monopolistiques devraient donc en principe faire partie du secteur public. Il n'est cependant pas impossible de concevoir l'existence de monopoles privés dont les prix et la comptabilité seraient alors soumis à un contrôle continu des pouvoirs publics.

— pour amener les entreprises oligopolistiques d'une branche à se faire concurrence par les prix, il faudrait soumettre la plus importante d'entre elles à un contrôle analogue à celui des monopoles, de façon à l'obliger à vendre au coût marginal de longue période. L'entente tacite des oligopoleurs étant ainsi déjouée, les autres entreprises de la branche se verraient contraintes d'en faire autant pour ne pas perdre le marché.

ment du salaire pratiqué (ou la réévaluation de la monnaie). Dans le second cas, on pourra tenter d'augmenter le taux de croissance. Dans les deux cas, il faudra se garder de dépasser le salaire calculé.

Si le salaire pratiqué est supérieur au salaire calculé, l'exécution du programme des échanges extérieurs deviendra impossible, ce qui compromettra l'exécution du plan. Comme, dans les conditions sociales contemporaines, une diminution du salaire nominal ne peut plus être envisagée, il faudra d'abord ralentir la croissance pour dégager un surplus exportable et, ensuite, dévaluer la monnaie pour rétablir l'équilibre de la balance extérieure et relancer l'économie.

Il en résulte que, pour un plan donné des flux réels, il existe une relation étroite entre le salaire et le taux de change. La fixation de l'un oblige à donner une valeur déterminée à l'autre, sous peine de compromettre l'exécution du plan. Par ailleurs, un plan qui ne disposerait d'aucun pouvoir sur l'évolution approximative des salaires et qui renoncerait à la fixation du taux de change ne pourrait guère être considéré comme un instrument d'action valable.

La rationalité de la planification en économie de marché exige donc *la détermination conjointe du salaire et du taux de change*. Or, les syndicats ouvriers sont généralement fortement opposés à toute politique des salaires qui ferait supporter la plus grande partie des charges de la croissance aux travailleurs, sans pour autant les faire bénéficier d'une partie de ses fruits. Comme par ailleurs les salaires représentent, dans les économies capitalistes, 60 à 75% du revenu social, une politique des salaires n'est concevable qu'à la condition de s'intégrer dans une politique de tous les revenus. Or, les profits, qui constituent l'essentiel des revenus non salariaux, dépendent de la différence entre les prix et les coûts dont les salaires sont le principal élément. Fixer les salaires tout en lais-

sant les prix monter librement reviendrait donc à accorder aux bénéficiaires de ces revenus le résultat du sacrifice imposé aux salariés. Une politique des revenus ne sera acceptée par les salariés qu'à condition de maintenir les prix à un niveau compatible avec l'exécution d'un plan de production et de répartition établi avec l'assentiment de tous les intéressés:

1) Le volume et la structure de la demande finale seront soumis à la discussion et à l'approbation des représentants des groupes socio-professionnels et des assemblées parlementaires;

2) Cette approbation impliquera l'acceptation par les salariés du plan de répartition et l'engagement du gouvernement à empêcher une augmentation intempestive des prix et des revenus non salariaux;

3) Les salariés auront le droit de remettre en cause les accords sur les salaires au cas où le gouvernement ne tiendrait pas ses engagements relatifs aux prix (9).

Tel est en l'état de la technique économique le point d'extrême avancement où les tendances objectives à la planification peuvent conduire les économies capitalistes (10). Reste à marquer *positivement* l'idée-limite de la société qui permettra une planification directe en valeur.

(9) La formation des prix dépend aussi de la conjoncture. Les prix du plan ont été calculés à l'aide d'un modèle statique. Les variables indépendantes et les paramètres ont été déterminés moyennant un certain nombre d'hypothèses quant au déroulement de la conjoncture. Le déroulement effectif peut s'écarter notablement du sentier hypothétique.

J. MARCZEWSKI (art. cit., p. 345) conclut à la nécessité du perfectionnement des instruments monétaires, financiers et fiscaux dont disposent les pouvoirs publics et au développement des moyens d'information qui en conditionnent un usage efficace.

(10) Les doutes formulés en 1970 par Emile van Lennep, secrétaire général de l'O.E.C.D., quant à la possibilité de venir à bout de l'inflation par les moyens fiscaux et monétaires traditionnels, le conduisaient à recommander « a multi-policy approach to the problem of inflation » qui ferait précisément appel aux moyens définis par J. Marczewski au terme de sa réflexion sur la rationalité du plan en économie de marché.

Rareté et raison d'Etat

Pour ce faire, indiquons sommairement quelles nous paraissent être les tendances fondamentales de l'histoire contemporaine. Sur la base de l'observation du développement des forces productives dans les pays les plus avancés, on peut retenir deux tendances:

1) Grâce à l'automatisation de la production matérielle, la quantité de travail nécessaire à la reproduction physique de l'homme tend constamment à diminuer, tandis que l'abondance des biens matériels tend constamment à augmenter. A la limite de ce processus, on entrevoit déjà la disparition du travail aliéné, le dépassement de l'exploitation de classe et la formation des conditions d'un contrôle rationnel de la production (11).

2) Le processus d'intégration sociale tend à s'étendre au delà des frontières des Etats, en créant les conditions historico-sociales de l'unification du genre humain.

Ces deux processus historiques sont complémentaires et tendent à créer les conditions matérielles de la libération de l'homme. En effet, le premier, que Marx avait

« There are a number of adjacent policies that could be mobilized. Greatly strengthened anti-monopoly and competitive policy is one (...). Some slow and tentative steps back along the road of a prices and incomes policy is yet another. » (*The Times*, « An international approach to curbing inflation », November 16, 1970).

Qu'une approche empirique du problème de l'inflation aboutisse aux mêmes conclusions qu'une réflexion théorique sur la coexistence du marché et du plan ne doit pas surprendre. Elle confirme la validité de la définition de Nicolai (*Comportement économique et structures sociales*, P.U.F., Paris, 1960, p. 270): « L'inflation est une réorganisation de la structure des prix relatifs amenée par une hausse différentielle des prix des divers produits et facteurs de production. Elle est déclenchée par l'incompatibilité des stratégies économiques émanant des différents groupes typiques du capitalisme organisé. Elle permet de concilier une politique de plein-emploi avec la réalisation du taux de profit requis par le niveau d'investissement qu'impliquent ce plein-emploi et l'augmentation de la demande qui en résulte. » (C'est nous qui soulignons).

(11) Cf. RADOVAN RICHTA, *La civilisation au carrefour*, Anthropos, Paris, 1969, et *Vedekotechniká revoluce a alternativy moderní civilizace*, trad. it., « Rivoluzione scientifica e socialismo », Editori Riuniti, Rome, 1969.

déjà pressenti (12), ne pourra pas produire ses effets s'il n'est accompagné, avec l'unification sociale du genre humain, par son unification politique, dont Kant a décrit les effets sur la condition humaine dans *Idee zu einer allgemeinen Geschichte in weltbürgerlicher Absicht* (13).

En effet, les rapports de domination sont déterminés non seulement par les structures de la production mais aussi par les structures de l'Etat, dans la mesure où ces dernières jouissent d'une autonomie relative par rapport aux premières. L'Etat, sa forme et ses dimensions sont non seulement le produit du mode de production, mais aussi le produit des rapports de puissance dans le monde. L'existence de l'Etat ne peut s'expliquer seulement en fonction de la division sociale du travail et des conflits sociaux qu'elle implique, mais aussi en fonction de la présence d'autres Etats dans le monde et des conflits de puissance qui en résultent.

Tant que le genre humain restera divisé en nations antagonistes, la guerre sera le dernier recours pour résoudre les conflits entre Etats. Aussi longtemps qu'existera cette situation d'anarchie internationale, la division du travail ne pourra pas disparaître, parce que les exigences de sécurité et de puissance de l'Etat tendront à l'emporter sur celles de liberté des individus et d'autonomie des communautés. Les ressources matérielles de la société devront être organisées afin d'alimenter de gigantesques appareils bureaucratiques, militaires et industriels nécessaires à la survivance de l'Etat sur la scène politique mondiale. Quand, dans le monde entier, seront tombées les barrières entre les classes et les nations, les hommes, libérés de l'exploitation et de l'oppression, seront en état d'autodéterminer leur existence sociale. Alors seulement

(12) *Das Kapital*, livre III, chap. 48, MARX-ENGELS, *Werke*, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Berlin, Dietz Verlag, vol. 25, p. 828.

(13) In KANT, *Werke*, vol. VI, Insel Verlag, Frankfurt a. M., 1964.

les rapports sociaux deviendront transparents et les obstacles qui s'opposent à la connaissance de la société disparaîtront.

Or, la connaissance de la valeur est la condition de l'abolition de la *loi de la valeur*. Le retour aux classiques s'inscrit donc dans la perspective du passage à long terme du genre humain à un état où la rareté relative des moyens de production et de subsistance aura fortement régressé. Un économiste hongrois, le professeur Bela Csikos-Nagy, a conçu l'ordre de disparition progressive des fonctions des prix, tandis que déperiront les rapports marchands et monétaires: les fonctions de redistribution du surplus et de stimulant économique disparaîtraient les premières.

C'est le mode de production industriel, basé sur l'utilisation du travail humain salarié, qui a servi de point de départ à l'analyse de Sraffa et, avant lui, de Ricardo. Mais ce serait une grave erreur de penser que les conclusions auxquelles ils sont parvenus n'ont de signification que pour l'époque actuelle. Dmitriev a conduit en termes ricardiens une analyse du cas théorique où les produits sont élaborés exclusivement grâce au travail de machines, de telle sorte qu'aucune unité de travail vivant n'intervienne dans la production (14). Le résultat de cet état de

(14) Cf. DMITRIEV, *Ekonomiceskie Ocerki*, Moscou, 1904, trad. fr., *Essais Economiques*, C.N.R.S., Paris, 1968, p. 56-59. De semblables méthodes de production n'existent pas encore dans la réalité.

J. Auerhan a élaboré une classification du progrès technique en rangeant les étapes caractéristiques du développement de la production selon onze échelons: deux pour la production utilisant de simples instruments, trois pour la mécanisation et six pour les stades successifs de l'automatisation (cf. J. AUERHAN, *Technika, kvalifikace, vzdeláni*, Prague, 1965, cité par Richta). La onzième étape correspond à des installations automatiques qui, à partir d'évaluations de leur propre activité et d'informations sur l'évolution de la demande, les exigences des clients, etc., détermineraient automatiquement, en quantité et en assortiment ainsi qu'en qualité, la production optimale, choisiraient les processus technologiques et les matériaux, c'est-à-dire rempliraient non seulement la fonction de direction technique, mais aussi économique.

choses, étant donné le caractère limité des besoins qu'auraient à satisfaire ces processus de production, serait une complète dépréciation des produits et leur passage dans la catégorie des biens gratuits, non économiques.

L'élimination de la rareté d'un grand nombre de biens et la substitution du principe de répartition « à chacun selon ses besoins » à la formule « à chacun selon son travail » entraîneront la disparition à terme des catégories de valeur et de prix. Cette disparition suppose, et ce n'est pas un paradoxe, le perfectionnement des prix en usage et le développement d'une théorie générale des prix de production et des prix de marché. La société industrielle avancée contient la possibilité de ce perfectionnement et de ce développement.

En toile de fond, apparaît l'exigence contemporaine de mesurer la valeur pour vaincre la rareté. Et la solution n'est pas seulement dans un supplément de mathématiques, car l'attachement des économistes les plus connus au système néo-classique est la conséquence objective des rapports de pouvoir dans le monde. Les aspects idéologiques de la théorie marginale comme le dogme de la planification administrative contribuent à consolider des systèmes antagonistes. Leurs soutiens respectifs présentent, au moins implicitement, la tendance du capitalisme à la planification et celle du collectivisme à la décentralisation des décisions comme le Cheval de Troie de l'orthodoxie d'en face, alors qu'il s'agit, en termes historiques, de la nécessaire coexistence du plan et du marché dans toutes les sociétés industrielles avancées quels que soient leurs modes d'appropriation des moyens matériels de production et, en termes théoriques, de la réhabilitation des classiques d'un côté et de la récupération de la théorie de l'optimum de l'autre.

Les documents

LE XIII^e CONGRES DU M.F.E.

Du 6 au 9 avril 1972 s'est déroulé à Nancy le XIII^e congrès du M.F.E. A l'ordre du jour, outre une table ronde sur le thème « L'Europe pour quoi faire et comment? » et la discussion du rapport politique du président du Bureau exécutif, figurait la discussion du projet d'unification entre le M.F.E. et l'A.E.F.

Le Fédéraliste publie ici le rapport présenté par Bernard Barthalay à la table ronde; le rapport écrit communiqué aux délégués avant le congrès par le président du Bureau exécutif, Mario Albertini, et le résumé de son intervention à la tribune. Le Fédéraliste publie en outre les documents approuvés par le congrès, à savoir: la résolution de politique générale, la résolution sur les dictatures méditerranéennes, la déclaration approuvée par le M.F.E. comme contribution historico-idéale à l'organisation qui naîtra de l'unification et enfin le texte de l'accord d'unification A.E.F.-M.F.E.

« L'EUROPE POUR QUOI FAIRE ET... COMMENT? » EXPOSE DE BERNARD BARTHALAY

Richesse et pouvoir

La fin de la seconde guerre mondiale marque l'entrée de l'humanité dans la phase supranationale du cours de son histoire. Aujourd'hui, les rapports matériels de la production ont une dimension continentale, voire mondiale. Depuis Yalta, le système des Etats est mondial. Dans l'équilibre, d'abord bipolaire, maintenant multipolaire, mais dont l'enjeu reste le gouvernement du monde, le volume de la production (armes comprises) détermine, au moins en partie, la position respective des puissances.

Cette phase est la dernière du processus d'unification sociale de l'humanité où s'approfondit la contradiction entre l'interdépendance matérielle des hommes qui s'étend continuellement à la faveur des progrès de la production, de la science et de la technique, et l'affrontement statique d'Etats continentaux, puissamment armés, mais incapables de faire la guerre. Les premiers développements ont été la substitution de l'impérialisme bipolaire à l'égémonie mondiale du système européen des Etats, national et colonial, et le conflit entre l'idéologie démocratique et l'idéologie communiste auquel étaient subordonnés jusqu'aux choix politiques fondamentaux des forces sociales dans les Etats appartenant aux blocs opposés.

La division du monde en sphères d'influence d'Etats continentaux et, en perspective, l'unité politique de l'humanité sont deux étapes d'un même processus. A ce propos, il faut considérer qu'à chaque étape de l'évolution du mode de production, la dimension de l'Etat s'est élargie, de la cité à la région, puis à la nation. C'est pourquoi celui qui admet que ce processus continuera peut invoquer le principe suivant lequel la même cause produit les mêmes effets, alors que celui qui prétend que cela ne se reproduira pas au niveau du continent et, finalement, de la planète, est tenu de préciser quel serait le facteur historique, jusqu'alors inconnu, qui empêcherait les futures unités sociales de se traduire dans une unité politique. L'unification sociale de l'humanité (comme processus) et le système mondial des Etats sont donc les deux visages d'un même Janus.

Cela dit, considérons ce que l'inégale répartition de la richesse dans le monde doit à *l'inégale distribution du pouvoir*. La coexistence de sociétés industrielles avancées et de sociétés pré-industrielles ou en voie d'industrialisation, en l'absence de rapports de puissance à couverture idéologique, serait perçue comme l'étaient les inégalités de développement dans le passé impérial et colonial, c'est-à-dire comme une situation normale, « naturelle ». Il a fallu les révolutions russe et chinoise pour que le redressement des inégalités dans le monde soit inscrit à l'ordre du jour des Etats capitalistes menacés dans leur existence même. Autrement dit, il a fallu la création de nouveaux centres de pouvoir pour que l'humanité prenne conscience du développement inégal.

Alors, risquons une prévision: dans le contexte politique d'un équilibre multipolaire, la tendance actuelle à l'approfondissement de l'écart entre le tiers industrialisé de l'humanité et les deux tiers qui connaissent encore une économie de subsistance pourra être inversée.

Faisons valoir quelques arguments:

1) Dans un monde où le système des Etats est coextensif à la planète, où par conséquent les voies de la conquête impériale et coloniale sont condamnées, la mobilisation des énergies matérielles et morales des pays pauvres par leurs gouvernements ne peut avoir d'autre objet que de les mettre en état de s'industrialiser, d'adapter leurs structures socio-politiques aux exigences du développement économique.

2) En Europe, le dépassement conscient de l'Etat national affirmera définitivement dans le monde le principe du cosmopolitisme. Le pouvoir politique en Europe n'aura pas d'instrument idéologique comparable au nationalisme pour justifier l'inégalité entre les hommes, la guerre, la domination et l'exploitation. Si bien que la politique d'influence de la Fédération européenne n'aura rien de commun avec celle des Etats du système européen ou avec celle de l'Amérique et de la Russie: l'objectif ne sera ni militaire, ni politique (au sens du colonialisme ou de l'impérialisme).

Ainsi, la négation en Europe du principe de la division du monde en Etats souverains débouchera sur une compétition mondiale dont l'enjeu sera objectivement une distribution plus équitable de la richesse: il s'agira de donner l'impulsion la plus vigoureuse à l'industrialisation des pays pauvres. Les classes politiques au pouvoir en Amérique et en Russie n'auront aucune difficulté à choisir elles aussi ce champ de bataille, car l'accumulation au niveau mondial est devenue pour les sociétés industrielles avancées le palliatif le plus commode au redressement dans ces sociétés des inégalités de statut socio-économique: elle ne met en péril ni les privilèges sociaux, ni les pouvoirs établis.

La réduction de l'inégale distribution de pouvoir dans le monde, condition *sine qua non* d'une distribution plus équitable de la richesse, est une raison suffisante de lutte pour la constitution du gouvernement qui manque à l'Europe pour accéder au statut de grande puissance (à la Chine fait encore défaut l'un des attributs de ce statut, le potentiel économique d'une société industrielle avancée).

La subversion des valeurs par la valeur

Dans la phase nationale du cours de l'histoire, induite par la révolution industrielle basée sur le principe mécanique, l'interdépendance matérielle des hommes s'était accrue en profondeur, intégrant au processus de formation de la volonté politique des

couches sociales de plus en plus nombreuses. A ce stade, l'accumulation du capital régissait le développement économique dont le type fondamental était l'industrialisation: le développement était extensif. Adhérant aux valeurs bourgeoises à l'échelle de la conscience collective et mesurant leurs performances respectives en termes de valeur marchande, les sociétés en sont venues à confondre progrès économique et progrès tout court.

Dans la phase supranationale du cours de l'histoire, les sociétés industrielles avancées sont le siège de la révolution scientifique et technique basée sur le principe automatique. L'interdépendance matérielle des hommes s'accroît en extension, unifiant socialement des espaces multinationaux. A ce stade, la science elle-même devenant une force productive, la fatalité de l'accroissement du taux d'accumulation tend à disparaître. En effet, l'application de la science représente la sphère de l'activité humaine dans laquelle les hommes apprennent à se servir directement des forces de la nature, qui agissent gratuitement. Localement, l'accumulation cesse de constituer la condition nécessaire du développement économique: intensif, le développement s'accélère.

Concomitamment, dans la phase bipolaire du système mondial des Etats, la tentative de chacune des deux puissances antagonistes d'étendre leur bloc à la moitié du monde et le besoin de justifier leur présence militaire ont identifié idéologiquement la progression territoriale d'une puissance avec une victoire de son système social, preuve de la supériorité objective de celui-ci. Puis, la crise de l'équilibre bipolaire, faussement baptisée détente, a réduit le conflit des deux capitalismes monopolistes d'Etat à une compétition de taux de croissance dans le cadre d'une construction diplomatique à deux destinée à garantir la maintien du statu quo territorial. L'accroissement du produit social, critère du développement économique, prend alors figure d'étalon des systèmes et des idéologies.

La subversion des valeurs égalitaires et libertaires par la valeur marchande dont l'industrialisation fournit la base matérielle, a pris son départ avec la prise de conscience du développement inégal et s'est développée à la faveur de la confrontation idéologique de la démocratie libérale et du communisme. Elle atteint son acmé dans la crise de l'équilibre bipolaire, tandis que les deux protagonistes se livrent à d'ultimes efforts (militaires et productifs) destinés à étouffer dans l'œuf les puissances montantes.

Le primat universel de l'économie, qui confine les sciences sociales dans le calcul du rendement maximal, réduit l'homme à sa force de travail et le progrès aux acquisitions mesurables. Cen-

trées sur le développement économique, les stratégies sociales des Etats procèdent d'un système de valeurs dominé par la valeur marchande. Mais, parce qu'il s'agit de répondre à des contraintes extérieures, la subordination des aspirations sociales aux performances industrielles et la subversion des valeurs primaires sont, en définitive, imputables à la raison d'Etat. Dans un monde divisé en Etats antagonistes, aucun gouvernement ne peut échapper aux impératifs de la puissance collective, même lorsqu'elle commande (et prétend justifier) l'exploitation des générations présentes par les générations futures.

Puissance et welfare

Ajoutons que le maintien de la consommation des travailleurs au niveau des besoins de la reproduction de la force de travail, qui constituait dans la phase (nationale) de développement extensif la condition de l'accumulation du capital, apparaît maintenant dans la phase (supranationale) de développement intensif, comme un obstacle: la consommation de masse devient une condition de la croissance, d'autant plus indispensable qu'à partir d'un certain degré de développement des forces productives la course à la puissance ne serait pas tolérée socialement, c'est-à-dire compatible avec la paix sociale, si les Etats ne reconnaissent pas comme une obligation quasi-contractuelle de leur part un minimum d'amélioration périodique des conditions de vie de leurs citoyens. C'est pourquoi les régimes à base industrielle continuent leur fuite en avant dans l'inflation, déclenchée par la conjonction des stratégies d'élargissement de la consommation privée et d'accroissement de la puissance militaire. A cette condition, il est parfaitement possible à partir d'un certain degré de développement des forces productives de poursuivre simultanément (à tout le moins alternativement) la course à la puissance et au *welfare*.

Vers la société post-industrielle

Ce degré de développement est atteint dans les sociétés industrielles avancées. Typique des régions du monde qui ont épuisé la fécondité du principe mécanique et qui ont déjà introduit le principe automatique dans le processus de production, la société industrielle avancée est une société de transition vers le stade où le reste de l'humanité, industrialisé à son tour, aura créé la base matérielle de la réalisation partielle des valeurs primaires, encore subordonnées à la raison d'Etat et à la valeur marchande

et où seront remplies les conditions historico-sociales du dépassement dans la fédération mondiale de la division de l'humanité en Etats continentaux. A ce stade, les sociétés industrielles avancées auront franchi plusieurs étapes de la révolution scientifique et technique et l'humanité toute entière, à la veille de généraliser l'application du principe automatique à la production matérielle, sera sur le seuil d'une société post-industrielle.

Introduisant un tiers pôle dans le système mondial des Etats et inversant par conséquent la tendance, engendrée par la convergence des raisons d'Etat américaine et russe, à la conservation du statu quo mondial, la Fédération européenne contribuera à l'instauration d'un ordre mondial moins belliqueux où les impératifs de la puissance militaire pèseront moins lourdement sur les aspirations qui parcourent les sociétés industrielles avancées.

En Europe surtout, où la structure fédérale de l'Etat puisera sa vigueur dans le terrain fortement diversifié (du point de vue linguistique et culturel) des nations européennes, les groupes socio-professionnels que les bouleversements sociaux et techniques inhérents à la révolution scientifique tendent à déloger de leurs positions anciennes et les régions privées de leurs sources de revenus traditionnelles pourront se reconvertir, sans perdre leur identité et leurs racines. La division matérielle du pouvoir donnera aux collectivités locales l'autonomie nécessaire pour refuser l'entassement des masses humaines et les congestions monstrueuses auxquelles poussait la logique de l'industrialisation.

Nécessité et liberté

Il est clair, cependant, que la fondation de la Fédération européenne ne sera pas le saut du règne de la nécessité dans le règne de la liberté. Car, pour Marx, le règne de la liberté se trouve « en dehors de la sphère de la production matérielle », il commence là « où cesse le travail imposé par le besoin et la nécessité extérieure ». Il s'ensuit que les chemins de la liberté sont incompatibles avec l'extension perpétuelle de la « sphère de la production matérielle, champ d'application du travail imposé par le besoin ». Car s'il est vrai que le travail — tel que Marx le définit — restera toujours soumis à la nécessité, la marche vers la liberté ne peut consister qu'à en limiter la sphère autant que possible. Il en va différemment pour la sphère de la créativité non utilitaire, pour le champ des rapports sociaux, pour le jeu et l'amour, qui constituent le terrain élu de *l'épanouissement des facultés* que Marx désigne — dans le *Capital* — comme le propre but de l'homme.

La vraie vie commence dans la *communauté* où je pourrais, lit-on dans *l'Idéologie allemande*, « faire aujourd'hui ceci, demain cela, chasser le matin, pêcher l'après-midi, faire l'élevage le soir, faire la critique suivant mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur, pâture ou critique ».

On ne libérera les véritables forces créatrices de l'individu (y compris sa capacité d'instituer des rapports communautaires) qu'en lui rendant le sens de l'acte inutile. C'est lorsque les hommes seront affranchis de la tyrannie du travail qu'ils pourront s'employer, notamment, à inventer leur milieu. Aucune démocratie industrielle, aucun collectivisme expropriateur n'est en mesure de supprimer le caractère coercitif du travail. Il ne souffre plus l'ombre d'un doute que le capitalisme monopoliste d'Etat mis en place par les régimes de type soviétique n'est pas en mesure de mettre fin aux rapports de production qui fondent le salariat. Nulle part le travailleur n'est aussi démuné de la disposition sur les moyens de production que dans un collectivisme étatique qui ne fait, dans un sens, que parachever l'œuvre du capitalisme privé.

L'abolition de la propriété privée des moyens de production n'a pas créé une authentique propriété sociale et n'a pas éliminé l'exploitation. En Union soviétique, le problème qui se pose n'est pas celui de la substitution de l'administration des choses au gouvernement des hommes, mais celui de la décentralisation des décisions, c'est-à-dire d'une organisation nouvelle de la classe politique qui dirige l'économie.

L'élimination tendancielle du travail aliéné, le dépassement de l'exploitation de classe et le contrôle rationnel de la production passent par l'automatisation de la production matérielle qui désormais tend constamment à diminuer la quantité de travail nécessaire à la reproduction physique de l'homme sans que l'abondance des biens matériels ne cesse d'augmenter. Mais ce processus, que Marx avait pressenti et qui tend à créer les conditions matérielles de la libération de l'homme, ne pourra pas produire ses effets s'il n'est accompagné par l'unification politique du genre humain au terme du processus d'intégration sociale qui étend maintenant l'interdépendance matérielle des hommes au-delà des frontières des Etats.

Un mérite impérissable de Kant, comme penseur politique, est précisément d'avoir vu, d'une part, que « *le développement des dispositions naturelles en l'espèce humaine* » ne peut s'effectuer qu'en une *société civile*, « constitution dans le rapport des hommes les uns avec les autres, où au préjudice que se portent les libertés en conflit s'oppose une puissance légale dans un tout »

et, d'autre part, que « même si les hommes étaient assez intelligents et assez sages pour se soumettre volontairement à sa contrainte », un tout *cosmopolite*, « système de tous les Etats qui risquent de se nuire réciproquement », serait encore nécessaire: « en l'absence de ce système, lit-on dans la *Critique de la faculté de juger*, et étant donné l'obstacle que l'ambition, la volonté de domination et la cupidité opposent, principalement chez ceux qui détiennent la puissance, à la possibilité même d'un tel projet, la guerre est inévitable... en dépit de l'effroyable détresse dont elle accable l'espèce humaine et de la misère peut-être encore plus grande qu'impose sa constante préparation en temps de paix ».

En effet, les rapports de domination ne sont pas seulement déterminés par les structures de la production, mais aussi par les structures de l'Etat, dans la mesure où ces dernières jouissent par rapport aux premières de l'autonomie relative que leur prêtent Marx et Engels. L'Etat, sa forme et ses dimensions sont non seulement le produit du mode de production, mais aussi le produit des rapports de puissance dans le monde. L'existence de l'Etat ne peut s'expliquer seulement en fonction de la division sociale du travail et des conflits sociaux qu'elle implique, mais aussi en fonction de la présence d'autres Etats dans le monde et des conflits de puissance qui en résultent.

Tant que le genre humain restera divisé en Etats antagonistes, la guerre (ou la menace de la guerre) sera le dernier recours pour résoudre les conflits qui les opposent. Aussi longtemps qu'existera cette situation d'anarchie internationale, la division du travail ne pourra pas disparaître parce que les exigences de sécurité et de puissance de l'Etat tendront à l'emporter sur celles de la liberté des individus et de l'autonomie des communautés. Les ressources matérielles de la société devront être organisées afin d'alimenter de gigantesques appareils bureaucratiques, militaires et industriels nécessaires à la survivance de l'Etat sur la scène politique mondiale.

Quand dans le monde entier seront tombées les barrières entre les classes et les nations, les hommes libérés de l'exploitation et de l'oppression seront en état d'*autodéterminer* leur existence sociale.

Négation de l'Etat

Sans encore subordonner l'accumulation efficace aux exigences de libération humaine, la Fédération européenne réalisera, en libérant les aspirations et les luttes sociales qu'étouffe l'Etat national, bureaucratique et centralisé, un modèle de société où l'E-

tat (fédéral), pour avoir nié l'Etat-nation, n'aura pas d'instrument idéologique comparable à l'idéologie nationale à mettre au service d'une volonté de puissance peu soucieuse des libertés individuelles et de l'autonomie des collectivités territoriales et fonctionnelles.

Etat souverain, mais négation de l'Etat souverain, la Fédération européenne sera habitée par une contradiction irréductible en deçà de la fédération mondiale. Les comportements qu'y déchaîneront l'absurdité, de plus en plus manifeste, des retombées négatives de la course à la puissance — la destruction des paysages, la pollution de l'air et de l'eau, la catastrophe des villes congestionnées, la dissolution des rapports sociaux basés sur des valeurs autres que l'efficacité, la multiplication sans bornes des objets de consommation — constitueront un rappel permanent de cette contradiction propre à diriger le développement de la productivité vers l'élargissement du temps de la liberté.

Or, on ne saurait libérer les travailleurs sans les nourrir, les vêtir et les abriter correctement, sans les faire participer à ce que la technique a conquis de nouveau dans le domaine des communications, sans leur faire obtenir, par conséquent, sous la forme d'un *revenu garanti*, une part réellement, et pas seulement nominalement, plus grande du produit social.

De même, on ne saurait améliorer la condition ouvrière sans pousser l'*autogestion* dans l'entreprise aussi loin que le permettent les contraintes objectives dont est remplie la sphère de la production sociale et qu'exprime le principe de la sélection, de la discipline et de la compétence.

Enfin, les nouvelles formes de créativité sociale se développeront d'autant plus facilement qu'il y aura moins de *rentes de situation* (je veux dire non seulement moins de revenus afférents à la propriété ou aux monopoles, hérités ou non, mais aussi certaines hiérarchies de rémunération), c'est-à-dire d'autant plus facilement que les tendances objectives des économies capitalistes à la planification seront contenues dans les limites d'un *système planifié à marché libre*, celui dont la rationalité exige précisément l'organisation de l'égalité des chances et de la concurrence.

Ces propositions éclairent le chemin de préhistoire qui mène l'homme au seuil de son histoire, qui sera celle du gouvernement cosmopolite des libres communautés désarmées et de l'administration des choses, je veux dire de la planification directe en valeur, rendue enfin possible par le dépérissement planétaire des rapports marchands et monétaires et la transformation des cités en communautés, qui est substitution de la transparence à l'opacité, de l'ouverture à la fermeture.

RAPPORT POLITIQUE DU PRESIDENT DU BUREAU EXECUTIF, MARIO ALBERTINI

I

Ce Congrès, le XIII^e Congrès du M.F.E., ne doit pas seulement discuter et choisir une ligne politique sur la base de la situation européenne actuelle, il doit également apporter sa contribution à l'unification de tous les fédéralistes. Cela comporte de la part de tous, et donc, également de notre part, la recherche de présupposés permettant aux fédéralistes de choisir en commun, à chaque fois, une politique concrète.

Notre passé connaît, par ailleurs, l'expérience d'une scission. Nous devons donc fonder la réunification sur des bases plus solides que celles du passé, en surmontant, entre autres, la difficulté créée par le fait que, depuis 1956, les expériences des fédéralistes ont été différentes et ceci pour des raisons que la division en organisations séparées nous a empêchés de bien connaître.

Il faut donc, en premier lieu, prendre conscience de ces différences théoriques et pratiques et les accepter avec loyauté, puisque personne dans le milieu fédéraliste n'a le droit de condamner les autres comme hérétiques. Mais, il faut aussi, en même temps, rechercher et trouver ce qui nous unit par delà ces différences, pour fonder notre unité sur des bases indestructibles.

Nous ne pouvons certainement pas critiquer sérieusement la division de l'Europe tout en restant nous-mêmes divisés. Mais il y a autre chose. Par le seul fait d'exister, notre unité a une profonde signification politique et historique. Nous sommes la première et jusqu'ici l'unique organisation supranationale pour la lutte politique dans l'histoire du système européen. Notre organisation constitue donc la preuve concrète qu'il est possible de dépasser les positions nationales, en ce qui concerne l'engagement politique. En tant que telle, elle constitue un défi pour tous, et en premier lieu pour nous-mêmes.

Pour nous-mêmes qui devons démontrer que nous sommes capables de maintenir, de développer et d'employer efficacement, dans notre lutte, notre unité supranationale. Défi pour les partis, et pour tout autre groupement politique, y compris les partis qui pourraient se former dans le milieu de la contestation, qui, par rapport à notre unité supranationale ne pourraient masquer éternellement la substance nationale de leur politique par un internationalisme de façade et velléitaire.

Naturellement, notre unité n'exclut pas la diversité, mais au contraire l'assume. Elle ne peut certainement pas être basée sur une pensée monolithique et dogmatique. Le fédéralisme est la forme de liberté la plus poussée parce qu'il constitue l'unité de toutes les libertés, de toutes les diversités. Il est donc une unité qu'il faut reconquérir jour après jour, en rétablissant chaque fois un lien entre les expériences nécessairement différentes, à cause de la nouveauté continuelle de la vie, de chaque groupe et de chaque fédéraliste. Une unité de ce genre ne peut exister sans confiance réciproque et le plus grand effort de clarté de la part de tous.

Les diversités séparent quand elles ne sont pas ouvertement admises, quand on cache totalement ou partiellement sa pensée par peur du jugement d'autrui, ou pour dominer les autres tout en ne leur laissant pas connaître ses propres intentions. Les diversités séparent les hommes qui ne sont pas libres, mais elles unissent les hommes libres, qui n'ont pas besoin de cacher leur pensée parce qu'ils ne veulent ni dominer ni servir, et qu'ils ne sont incités à mépriser la pensée de personne, parce qu'ils ne se mettent jamais au-dessus des autres et qu'ils savent que l'erreur aussi fait partie du processus de connaissance de la vérité.

En ce qui nous concerne, le devoir de clarté nous impose de dire ouvertement, sans aucune réticence, de quelle manière nous avons interprété le fédéralisme au cours de ces dernières années. Je ne pourrais certainement pas dire ce qu'a été le M.F.E., dans sa signification globale depuis 1956. Il s'agit là d'un problème que chacun de nous peut tranquillement laisser aux historiens qui s'en occuperont dans le futur. Mais chacun de nous doit dire comment il a vécu son expérience fédéraliste, ce qui signifie également dans la mesure du possible, et avec un esprit toujours prêt à admettre ses propres erreurs, à dire comment il a compris l'expérience des autres militants et avant tout l'expérience des grands théoriciens qui ont créé les bases de la pensée fédéraliste.

C'est la première chose à faire pour reconquérir l'unité et pour la maintenir. Les difficultés à surmonter pour créer un mouvement supranational non seulement sur le papier, mais également dans la réalité concrète de l'action et de la lutte, sont très grandes et ce n'est qu'en partie que nous les avons surmontées. Pour les surmonter complètement nous devons nous connaître mieux. Moi qui vous parle, j'ai fait avec d'autres militants une expérience que les autres ont appelée « hamiltonienne ». Or, il est certain que nous avons étudié la pensée d'Hamilton, qui nous semble une base indispensable à tout fédéraliste, mais il est sûr que si nous devons choisir le nom d'un théoricien afin de choisir notre étiquette, nous

indiquerions plutôt le nom de Kant de préférence à celui d'Hamilton.

Comme théoricien de la politique et du droit, Kant est un fédéraliste. Kant est le seul penseur qui ait élaboré une conception fédéraliste du développement dialectique de l'histoire vers le but de l'affirmation universelle de la paix, de la liberté, de l'égalité et de la raison.

Aujourd'hui nombreux sont ceux qui pensent qu'il est possible de faire de la politique sans s'inspirer des grands principes théoriques. Cette attitude est présente malheureusement aussi parmi les fédéralistes. Mais, à notre avis, il faut se demander si cela n'est pas une attitude à surmonter. Il faut également se demander si cela n'est pas un signe, peut-être le plus important, de la décadence de l'Europe divisée, de la reddition à des pouvoirs de plus en plus technocratiques et de moins en moins humains.

A notre avis, notre force et la force même de l'Europe qui cherche encore à s'unir est, en dernière instance, la force de nos principes théoriques, et donc, en premier lieu, la force de la pensée de Kant et de tous les grands théoriciens qui, après Kant, ont apporté une contribution effective à la conception du fédéralisme, c'est-à-dire à la seule conception sur la base de laquelle on puisse unir l'Europe, la conception de l'unité dans la diversité.

II

Il n'est pas facile de dire en peu de mots quelle est pour nous la signification de l'unité européenne. Lorsqu'on comprend que l'unité européenne est nécessaire, et que l'unité ne peut être assurée sans fédération, on peut avoir l'illusion d'avoir saisi l'essentiel et d'être arrivé à une conclusion. Mais ce n'est pas exact: on a seulement trouvé le point de départ d'une expérience nouvelle. Ce n'est qu'au cours de cette expérience que la signification de l'unité européenne se révélera graduellement.

Je dirai donc quelle a été pour nous la signification de l'unité européenne au début de notre expérience et ce qu'elle est maintenant. L'idée d'unité européenne n'est pas une idée nouvelle. Dans sa forme moderne, fédéraliste, elle remonte aux nœuds faits et défaits par la Révolution française. C'est un passé qui nous concerne, que nous devrions connaître, que nous devrions illustrer. Il est notoire que lorsque le principe national moderne s'est affirmé dans la réalité pratique par l'État populaire, c'est-à-dire l'État national, dans la réalité idéale le principe des États-Unis d'Europe

s'est affirmé également. Il y a à ce propos un fil conducteur qui commence avec la composante cosmopolite de la Révolution française et l'utopie européenne de Saint-Simon et qui ne se rompt plus. On ne le retrouve pas seulement chez les grands utopistes, chez les grands animateurs des congrès de la paix et des congrès de juristes à la fin du siècle dernier. On le retrouve également à cheval entre l'utopie et la réalité politique, dans les idéologies qui ont constitué tour à tour la pensée politique dominante. Ce fil conducteur a alimenté la pensée libérale, la pensée démocratique et la pensée socialiste qui ne pouvaient être formulées autrement que comme solutions valables pour tous les hommes et, en particulier, pour les Européens et pas seulement pour les citoyens d'un pays déterminé.

Cette substance internationaliste à tendance fédéraliste, dans le sein même des idéologies qui ont animé le processus historique du siècle passé est beaucoup plus consistante qu'on ne le pense d'habitude, s'il est vrai que Lénine en 1915 sentait le besoin de prendre position sur « le mot d'ordre des États-Unis d'Europe ». La force de ce mot d'ordre était encore suffisamment importante pour constituer un obstacle à l'affirmation de sa ligne politique et Lénine, dans ce qu'il avait écrit à ce propos, n'a pas voulu, ni peut-être n'a pas pu, démentir la signification positive des États-Unis d'Europe, mais il se limitait à affirmer la nécessité de prémisses, celles de la révolution socialiste en Europe, révolution que, du reste, il jugeait proche, et il maintenait ainsi à l'horizon d'un futur rapproché et concevable la lutte pour les États-Unis d'Europe.

A quoi doit-on qu'un idéal ainsi démenti par les faits ait résisté à travers l'histoire, au cours du siècle dernier et pendant la première moitié du nôtre? Notre hypothèse est que la contemporanéité — encore dans l'ombre, mais néanmoins réelle — de l'affirmation pratique des nations modernes et de l'affirmation idéale des États-Unis d'Europe naîtrait d'une nécessité idéale, immédiatement compréhensible: l'idée nationale en tant que nouvelle idée de l'État exige en effet une nouvelle conception de la société internationale. Cette nécessité n'était pas seulement idéale mais aussi pratique. Le fait que l'État national comme formule politique soit incompatible avec le vieux système de l'équilibre européen, basé sur des États absolus mais limités, n'a pas encore été suffisamment souligné, mais Proudhon en avait eu l'intuition pendant le cours même des événements et Mazzini en avait surmonté l'obstacle tout en prédisant la fraternité des peuples.

Cette limitation était très marquée dans la politique internationale, parce que l'aristocratie était une société européenne avec une solidarité européenne au dessus des Etats. Jusqu'à la Révolution française l'identification ultime et fondamentale de la personnalité politique ne se manifestait pas comme un lien ni avec l'Etat ni avec la nationalité, mais avec la chrétienté, ou dans la version laïque avec la République européenne des hommes de lettres. Metternich pensait encore ainsi et croyait vraiment à un ordre — et même à un ordre juridique, le droit européen — par delà des Etats.

Cette limitation, d'autre part, était également très marquée dans les conditionnements internes de la politique internationale, soit parce que la culture du peuple (la nationalité) ne représentait pas encore un élément vital pour l'Etat, soit parce que l'amalgame des intérêts économiques de tous et des motivations de la politique des Etats, telle qu'il s'est développé avec la révolution industrielle et la pleine réalisation de l'Etat bureaucratique moderne, ne s'était pas encore formé. La fusion de l'Etat et de la nation a supprimé des limitations qui laissaient en dehors de la sphère de l'Etat de nombreuses valeurs civiles et matérielles. Les rapports entre les Etats sont alors devenus très difficiles. L'Europe a fait l'expérience d'une division qu'elle n'avait jamais connue dans le passé. Cet aspect de la dernière phase de la vie du système européen des Etats nationaux devrait être, à mon avis, plus présent à nos esprits et il devrait être étudié plus en profondeur. En tout cas, un fait est certain: l'affirmation du principe national en Italie et en Allemagne, correspondant au dépassement définitif de la politique internationale des souverains éclairés, a débouché sur la première guerre mondiale et elle explique le caractère neuf, généralisé et total de cette guerre. D'autre part, l'universalisation du principe national en Europe, universalisation engendrée par la première guerre mondiale, a, à son tour, débouché sur la seconde guerre mondiale, c'est-à-dire sur la fin de l'Europe, Europe qui ne pourra désormais retrouver son rôle actif dans l'histoire que lorsqu'elle résoudra, par son unification, le problème international posé par la création de l'Etat national.

La puissance, c'est-à-dire le pouvoir effectif de décision au niveau international, a émigré depuis l'Europe vers l'Amérique du Nord, vers le territoire que couvrait l'Empire des Tsars et qui a été consolidé par l'Union Soviétique et vers la Chine, même si cela s'est produit de façon embryonnaire. Il ne s'agit pas d'un événement que nous pourrions dès à présent inscrire dans l'idée des cycles historiques en tant que tarissement de vieilles forces

historico-sociales et avènement de nouvelles forces historico-sociales. Il s'agit au contraire — et les jeux ne sont pas encore faits, parce que l'Europe peut encore être unifiée — du tarissement historique d'une formule politique, la formule de l'Etat national, et de l'affirmation irréversible au cours de l'histoire de nouvelles formes étatiques, plus amples et plus complexes, sur une base implicitement ou explicitement multinationale (la Chine est une civilisation, de même que l'Europe, et elle n'est pas une nation; et les Etats-Unis d'Amérique sont, comme on l'a dit, dans des limites déterminées, une fédération européenne réussie) avec une structure fédérale ou pratiquement impériale derrière le voile de l'idéologie.

Quand nous avons commencé notre expérience fédéraliste nous nous sommes trouvés face à cette réalité, face aux conséquences d'un passé historique qui nous était encore obscur. Mais une chose nous paraissait claire: pour l'Europe la division signifiait désormais la mort historique. Les maux de la division de l'Europe étaient et sont un fait d'évidence commune. Mais le fait que ces maux sont mortels, qu'il n'y a pas d'avenir pour les Etats s'ils ne se fédèrent pas à temps n'est pas encore un fait d'évidence commune. Ce caractère de la réalité était reconnaissable, en ce qui concerne ses éléments essentiels, dans la pensée d'un sage italien. Nous pouvons rappeler brièvement sa pensée parce que, même si cela a été le souci de toute sa vie, il l'a exprimée de façon lapidaire dans une occasion dramatique, celle de la chute redoutée et imminente de la C.E.D.:

« Dans la vie des nations, l'erreur habituelle est de ne pas savoir saisir l'instant fugace et cette erreur est irréparable. La nécessité d'unifier l'Europe est évidente. Les Etats actuels sont de la poussière sans substance. Aucun d'eux n'est en mesure de supporter le coût d'une défense autonome. Seule leur union peut les faire subsister. Le problème n'est pas de choisir entre l'indépendance et l'union mais entre exister unis ou disparaître. Les hésitations et les discordes des Etats italiens de la fin du XIV^e siècle ont coûté aux Italiens la perte de l'indépendance pendant trois siècles; et le temps qu'il leur a fallu pour prendre une décision, à cette époque, n'avait duré que quelques mois. Le moment propice pour réaliser l'union européenne n'est donc que celui pendant lequel subsisteront en Europe occidentale les mêmes idéaux de liberté. Sommes-nous sûrs que les facteurs opposés aux idéaux de liberté n'auront pas soudainement une force suffisante pour empêcher l'union de se faire, en faisant retomber les uns dans l'orbite nord-américaine et les autres dans l'orbite russe? Un territoire italien pourra encore exister et non pas une na-

tion destinée à vivre comme unité spirituelle et morale à la condition seulement de renoncer à une absurde indépendance militaire et économique ».

Il s'agit d'une note écrite le 1^{er} mars 1954 par Luigi Einaudi alors qu'il remplissait ses fonctions de Président de la République italienne. Nous connaissons depuis longtemps ce jugement historique de Luigi Einaudi. Nous savons que nous nous trouvons face à l'éventualité de la mort historique de l'Europe et que le temps qui nous reste est court. Nous savons que nous devons nous battre pour l'unité de l'Europe, sans perdre de temps, même si toutes les forces politiques perdaient et perdent leur temps parce qu'elles donnent toujours la préférence aux finalités nationales plutôt qu'aux véritables objectifs européens, et elles conçoivent l'unification comme un processus tellement long qu'il sera irréalisable.

Au moins en nous, l'unité européenne aurait dû vivre tout de suite parce que seule la vie peut vaincre la mort. Et en nous battant contre tout ce qui divise l'Europe dans la tentative de la négation de la division de l'Europe, l'idée de ce que pourrait être l'Europe est devenue claire. Nous avons été et nous sommes les ennemis de l'Etat national exclusif. Notre expérience culturelle a été fondée sur la négation de l'Etat national. Nous nous sommes formés et nous cherchons à nous exprimer par cette négation. Ce sont du reste nos travaux qui constituent, si je ne me trompe, la seule tentative sérieuse de démythification de ce type d'Etat. Naturellement, la prétention de nier ne correspond pas au succès de la négation. De cela, nous ne sommes pas juges, ce sont les autres qui le sont. Je ne peux qu'exposer en bref nos idées. En voici une. Le passage de l'Etat national à l'Etat européen implique une transformation matérielle, historique, de grande importance; un véritable changement de base sociale. On a l'habitude de considérer le mot « social » comme un simple synonyme de « classes » et de « lutte de classes ». Mais la réalité est plus complexe. On oublie ainsi l'énorme importance sociale du fait national.

L'Etat national est la communauté politique qui cherche à rendre, et en partie y réussit, homogènes tous les noyaux communautaires existant en son sein. Au fond, sa nature tendanciellement totalitaire se manifeste déjà dans le fait que ce type d'Etat vit s'il réussit à rendre la langue unique et les mœurs homogènes sur tout son champ d'action (même si, pour les mœurs, il a réussi à imposer l'illusion, plus que la réalité de leur unification). Cette base sociale artificielle fait en sorte qu'un homme qui naît à Turin se sent l'égal d'un homme qui naît à Palerme et différent, diffé-

rent dans son origine humaine, de tout homme né dans un autre Etat (même si, en fait, et abstraction faite de l'origine commune de tous les hommes, il y a plus de distance entre un Turinois et un Palermitain que, par exemple, entre un Turinois et un Lyonnais).

Bien. Il n'est pas possible de construire l'Etat européen sur cette base sociale ou de provoquer la formation de cette base à l'aide d'un Etat européen. Il a été possible de créer la langue italienne comme langue nationale à partir de Florence, la langue française à partir de Paris. On ne peut rien faire de semblable en Europe. Aucun centre de pouvoir n'est en mesure d'imposer une langue unique en Europe, d'obtenir que les Français cessent de parler en français, les Italiens en italien. A plus forte raison, aucun centre de pouvoir n'est en mesure d'imposer en Europe l'illusion, et en partie la réalité, de mœurs uniques. Pour exprimer à l'aide d'une formule cette situation, nous nous sommes habitués à dire qu'en Europe ne pourra se former qu'un peuple de nations, non pas un peuple national. Un peuple fédéral, pluraliste, non monolithique.

C'est un aspect réel qu'il faut prendre en considération. Le second aspect réel qu'il faut prendre en considération, est de caractère institutionnel. Je dois poser en principe que je ne comprends pas les objections d'« institutionnalisme » qui sont adressées aux fédéralistes. Il va de soi qu'il n'y a pas d'institutions sans base sociale correspondante et qu'on ne peut lutter pour certaines institutions que si l'on estime qu'il y a une base sociale pour les fonder et les faire fonctionner. Souvent le devoir politique suprême est vraiment de détruire des institutions qui étouffent de nouvelles capacités sociales. Je voudrais poser en principe aussi que celui qui refuse l'institutionnalisme européen accepte, en fait, l'institutionnalisme national, même s'il ne s'en rend pas compte, et considère comme « organique » un processus, celui de la nation, qui exige en réalité une condition institutionnelle préalable: le cadre national d'expression des forces historiques.

Cela dit, je voudrais aborder mon sujet à l'aide d'une clef empruntée à la culture anglo-saxonne. Dans la culture anglo-saxonne, on connaît bien la distinction entre le principe unitaire (national) et le principe fédéral (pluraliste). Dans l'Etat national, la représentation souveraine est unitaire. La « république une et indivisible » s'ensuit, réduisant à une pure forme apparente la division des pouvoirs qui devrait pourtant constituer la garantie politique de la liberté; et une conséquence vraiment démoniaque s'ensuit également: le centre de pouvoir qui a dans ses mains l'épée, l'armée, a aussi dans ses mains l'école, la culture.

Cet Etat ne peut pas — toute aspiration dans un autre sens reste marginale, velléitaire — ne pas se servir de l'école et de la culture pour faire des citoyens de bons soldats. Et il le fait. L'histoire nationale, qui nous poursuit de l'école primaire à l'université, met à nu, dans des récits édifiants pour les enfants, le respect de la culture historico-sociale pour les besoins pratiques, autoritaires et belliqueux, de l'Etat. C'est cette culture qu'on retrouve dans l'aspect étatique des comportements sociaux — élections nationales, service militaire national — et dans les rites politiques.

C'est cette culture qui se manifeste encore insidieusement dans le fait même de la division arbitraire des données de la réalité historique et de l'actualité politique et sociale dans les cadres nationaux, plus insidieusement parce qu'à ce niveau l'absence d'éclat et d'édification visible, c'est-à-dire l'objectivité scientifique comme comédie sociale, fait taire la conscience de ne pas avoir servi la vérité, mais le pouvoir. Cette culture, qui dépend de l'Etat, fait de l'Etat national le maître de la conscience des individus.

Dans l'Etat fédéral, au contraire, il y a dédoublement de la représentation souveraine, de la souveraineté. La lutte politique ne se déroule pas dans un seul cadre, pour un seul pouvoir, qui ensuite contrôle avec les préfets tous les pouvoirs de niveau inférieur. Elle se déroule dans le cadre fédéral et dans le cadre des Etats membres. La différence est essentielle. La division du pouvoir à l'échelle territoriale, au lieu d'être exclusivement fonctionnelle, trouve une base sociale effective. Et cette distribution du pouvoir sur une base territoriale, dans sa forme typique, ne peut pas se maintenir sans le primat de la constitution sur le pouvoir.

Son unité réside, en effet, en une règle, celle de la distribution du pouvoir entre chaque Etat membre et le gouvernement fédéral, tandis que dans l'Etat unitaire l'unité réside en un centre de pouvoir auquel tout est subordonné, juge et partie en fait de la même constitution. Ce n'est pas le hasard si la théorie du jugement constitutionnel des tribunaux — et non seulement la cour constitutionnelle, fruit tardif de la décadence de l'Etat national — est née avec le premier Etat fédéral de l'histoire, la fédération américaine. Ce n'est pas le hasard si la fédération américaine, embryon et résidu du premier fait fédéral, n'a pas de ministre de l'éducation, ni de ministre de l'intérieur, ni de préfets.

Voilà. L'Europe aurait cette base sociale, ce caractère institutionnel, cette distribution légale du pouvoir. C'est la prévision raisonnable d'une situation réellement possible, même s'il faut admettre qu'elle ne serait pas encore parfaitement fédéraliste. Ce n'est

pas du tout un rêve, parce que cette situation ne dépendrait pas de l'arbitraire individuel mais de l'impossibilité de former un Etat national européen, unitaire et centralisé. Mais cette conclusion ne suffit pas pour rendre compte du sens de l'unité européenne. Les fédéralistes assument la responsabilité de l'imperfection européenne à laquelle j'ai fait allusion, et du fait que cette imperfection correspond en effet à une négation insuffisante des valeurs autoritaires et belliqueuses de l'Etat national. C'est pourquoi leur discours va au delà de l'Europe, au delà d'une manière déterminée. C'est pourquoi nous disons, quand les servitudes de la lutte restreignent trop l'horizon et que nous éprouvons le besoin de scruter au loin, qu'il nous appartient de faire de la politique pour préparer le jour où les hommes ne seront plus contraints de faire de la politique. Nous nous battons pour l'Europe seulement parce que la conscience révolutionnaire ne permet pas de s'évader de la réalité.

A ce propos, je voudrais souligner deux choses. La première, c'est que personne n'obligera les fédéralistes, même si nous obtenons l'Europe aussi grâce à eux, à rester du côté du gouvernement européen. Les plus conscients d'entre nous, même au prix d'être moqués, comme cela est arrivé, ont toujours soutenu que leur place, en Europe, sera dans l'opposition. L'Europe le permettra. L'Europe aura une opposition. Il est curieux que les gauches nationales n'en tiennent pas compte, et finissent par imaginer un Etat européen plus compact, plus totalitaire, que l'Etat national. En réalité, les gauches nationales devraient se demander si une opposition européenne ne serait pas plus féconde que les oppositions nationales. Mais je veux expliquer ce paradoxe: la participation à la construction d'un Etat que nous savons déjà devoir refuser. Ce n'est pas du tout déconcertant. C'est le paradoxe de chaque pas en avant sur le chemin de la révolution. La révolution est mondiale et universelle. Chaque pas en avant sur ce chemin n'a pour cette raison de sens que si celui qui en assume la responsabilité — et cela arrive toujours, d'une façon ou d'une autre — accepte ce destin: rester dans l'opposition après s'être acquitté de sa tâche.

Je m'expliquerai mieux, j'espère, en soulignant le second point. Les grandes étapes de la révolution ont toujours eu deux significations: l'une pratique, immédiate, qui peut être vérifiée dans les nouvelles institutions et les nouveaux comportements politiques et sociaux, et une autre théorique, qui ne peut être vérifiée que dans la culture, si par culture on entend ce qui motive en profondeur la formation de la pensée humaine. La révolution

française, appréciée au regard non pas de la vie antérieure, mais des idéaux de l'incendie révolutionnaire, a eu un résultat modeste: l'Etat qu'aujourd'hui nous condamnons par l'expression « jacobino-napoléonien », sans par là méconnaître les barrières qu'il a fait tomber, les forces historiques qu'il a libérées.

De toute façon, l'Etat « jacobino-napoléonien » n'a pas détruit la signification globale de la révolution française. La révolution française a affirmé dans la culture de l'humanité le principe démocratique. Malgré sa réalisation imparfaite, malgré toutes les défaites de la démocratie, ce principe a pris de solides racines dans le cœur de l'homme et n'en a plus été retiré. Le fascisme, qui le niait ouvertement, a été balayé. Les Etats socialistes à parti unique, qui le nient en fait dans la pratique, ne peuvent pas le démentir dans la théorie et dans les rites de la vie politique.

Une observation analogue vaut pour la révolution soviétique. L'écart entre les aspirations révolutionnaires et l'Etat soviétique est si grand qu'il est désormais facile de conclure qu'elle n'a pas réalisé le communisme mais un capitalisme d'Etat rigide. Toutefois, en disant « capitalisme d'Etat », on met en évidence un aspect empirique de la réalité soviétique au détriment de son sens historique. Nous sommes conscients du fait que le communisme ne s'est pas réalisé. Mais nous devrions aussi être conscients du fait qu'après la révolution soviétique n'est plus légitime, sous l'angle culturel, la propriété privée des moyens sociaux de production. La vraie propriété sociale des moyens de production est encore lointaine, comme est encore lointaine, d'autre part, la démocratie véritable. Mais l'absolutisme est mort, je crois pour toujours, dans le cœur des hommes, comme est en train de mourir, dans le cœur des hommes, le principe de la légitimité de la propriété privée des moyens sociaux de production.

La pratique s'adapte à la démocratie imparfaite, guidée et manipulée de l'Occident; à la gestion guidée et manipulée de la production collective à l'Orient. La culture non. Et c'est la culture qui marque l'écart entre ce qui est et ce qui doit être, en motivant ainsi les courants les plus profonds de la vie.

A la lumière de ces observations, il me semble qu'on ne peut apprécier l'Etat européen sans considérer, à côté de sa négation pratique — comme pratique niée qui montre quelle pourra être sa réalité pratique — sa négation théorique, qui montre quel pourra être son sens culturel. En pratique, l'Etat européen niera, avec les conséquences que j'ai dites, l'Etat national. En théorie, il niera les nations, ou mieux, la fusion de la nation et de l'Etat, l'asservissement de la nation, qui par elle-même est culture et universalité, à l'Etat unitaire, c'est-à-dire fermé, qui par lui-

même est puissance et particularité. Dans son message de Noël, en 1954, Pie XII^e, un pape discuté, mais que pour autant on ne doit pas refuser d'écouter si et quand il disait la vérité, a défini justement, à mon humble avis, l'Etat national comme une des créations les plus démoniaques de l'histoire humaine pour cette raison.

Quel est le sens de cette négation théorique? La fédération américaine ne permet pas de le constater. Il y a à cela des raisons historiques. Elle s'est formée dans ce qui était encore une venelle de l'histoire, à l'abri des grands conflits entre les Etats, et par la suite entre les classes. Et elle a nié — c'est la considération spécifique — treize petits Etats sans histoire étatique. Mais la fédération européenne devrait nier dès le commencement la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie: les grandes nations historiques. Bien. Les grandes nations historiques sont l'expression de la culture de la division politique du genre humain. Leur négation ne pourra pas ne pas correspondre à la négation de la culture de la division politique du genre humain.

La Fédération européenne sera un Etat entre les Etats. Elle déboulera le loyalisme des citoyens, en ajoutant une élection européenne aux élections nationales. On peut penser qu'elle rompra l'équation citoyen = soldat, en abolissant le service militaire obligatoire. Mais elle aussi devra défendre son autonomie, même avec des moyens militaires, comme puissance entre les puissances. Dans la pratique, elle restera sur le terrain de la division politique du genre humain, même si l'examen de sa raison d'Etat, qui exigerait un autre développement, conduit à retenir qu'elle sera moins brutale, et socialement moins comprimée, que l'Union soviétique et les Etats-Unis.

Mais, dans la théorie, la Fédération européenne se placera sur le terrain de la négation de la division politique du genre humain. C'est la chose historiquement la plus importante. La culture de la division politique du genre humain est la culture qui a légitimé dans les faits, en mystifiant le libéralisme, la démocratie et le socialisme, soviétique ou non, le devoir de tuer. La culture de la négation de la division politique du genre humain est la négation historique de ce devoir, elle est l'affirmation, dans la sphère de la culture, du droit de ne pas tuer, et le cadre de la lutte pour l'affirmer également en pratique, au-delà de la Fédération européenne, par la fédération mondiale et l'émancipation de tous les hommes.

Voilà, pour nous, ce que la vie de l'Europe ne peut pas ne pas être.

RESUME DE L'INTERVENTION DE MARIO ALBERTINI

J'éprouve beaucoup de satisfaction à m'adresser à ce XIII^e congrès dans la situation actuelle des fédéralistes et de l'Europe. Par ailleurs, j'ai le sentiment que cette situation exige un engagement profond.

J'envisagerai successivement notre situation et celle de l'Europe.

De notre côté, nous avons la possibilité de l'unité des fédéralistes: réunification avec les amis allemands, néerlandais, belges et français dont nous étions séparés; unification avec les amis britanniques qui ont mené le combat pour l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté, et bien entendu, avec ceux des autres pays.

Permettez-moi de faire encore un peu de « théologie », ce qui m'a été gentiment reproché hier par un ami britannique, bien que, dans mon esprit, il s'agisse de comprendre le sens de l'histoire que nous vivons:

a) l'unité, c'est l'efficacité; c'est l'évidence même que « l'union fait la force »;

b) l'unité, c'est la crédibilité; c'est l'évidence même qu'il est impossible de ne pas savoir faire entre nous ce que nous demandons aux partis et aux gouvernements, c'est-à-dire de s'unir pour ce qui est nécessaire sur le plan européen;

c) mais il y a autre chose, et c'est ici qu'on commence à faire de la « théologie ».

Nous avons surmonté l'obstacle pratique qui a arrêté l'effort international des libéraux, des démocrates et des socialistes: les frontières en tant que limite de la mobilisation des citoyens, des travailleurs, des masses. C'est l'obstacle que le socialisme et tout ce que le libéralisme et la démocratie contiennent d'internationalisme n'ont pas su surmonter à partir de la première guerre mondiale et de l'échec de la tentative de grève internationale qui aurait pu l'empêcher. C'est là que commence la crise de la pensée et de l'action des socialistes, des libéraux et des démocrates. Cette crise n'est pas sans rapport avec les tragédies que l'Europe a connues et le fait que la gauche a toujours été sur la défensive et incapable d'offensive.

Notre unité est bonne, et nous la verrons, pour la bataille européenne qui va se déclencher. Mais c'est justement pour cette raison qu'elle est bonne aussi pour le combat politique global. C'est ainsi qu'on peut lancer un pont vers la jeunesse et la contestation qu'il faut comprendre.

De ce point de vue, je me propose de soumettre au congrès un texte qu'on a dit « historique ». Ce n'est pas que je veux proposer un débat « théologique » qui devrait déboucher sur un dogme. Au contraire. Ce que je voudrais, c'est que la pensée politique et sociale, dont procède l'engagement, et tous les esprits se mobilisent dans le combat pour l'Europe. Toute action a eu ses grands théoriciens, et c'est par là que la jeunesse bouge, que la volonté se forme, que naissent les grandes options. Le libéralisme est inconcevable sans ses grands théoriciens, de même la démocratie, de même le socialisme.

Si de Gaulle parlait de volapük intégré, si Pompidou parle de l'homme européen, lance un référendum européen, mais refuse l'élection directe du Parlement européen, c'est que les fédéralistes eux-mêmes n'ont pas su faire comprendre ce qu'il y a de fédéraliste dans la culture européenne, l'expression de l'unité dans la diversité, qui en est une constante. C'est la pensée de Kant qui est la première tentative d'expliquer le cours de l'histoire sur une ligne fédéraliste. C'est cette source profonde qui est l'essentiel de la culture européenne et que celle-ci a développé dans tous les pays, dans la formation du libéralisme, de la démocratie et du socialisme, dans la naissance et la vie d'une âme européenne. Cet homme européen a le droit d'être maître de son destin.

Du côté de la situation politique de l'Europe et du monde, il y a le référendum européen de Pompidou: c'est un fait spectaculaire, mais il s'inscrit dans une série de faits spectaculaires: la décision de Nixon de suspendre la convertibilité du dollar en or, c'est-à-dire « le commencement de la fin » de l'hégémonie monétaire américaine, la décision de Nixon de se rendre en Chine, c'est-à-dire la consécration de la fin de l'équilibre bipolaire qui a régi le monde jusqu'à maintenant.

Dans cette situation, il faut beaucoup de passion lucide, le recours à la raison. Il s'agit là d'une occasion historique unique, peut-être la dernière. Si le monde en formation ne voit pas la naissance de l'Europe, il peut exclure l'Europe. Premier point: ce qu'on peut obtenir. L'outil d'analyse nous est fourni par l'en-

jeu: l'union économique, monétaire et politique et la possibilité pour l'Europe de s'exprimer d'une seule voix. C'est Pompidou qui l'a dit. C'est le livre blanc du gouvernement britannique pour l'adhésion du Royaume-Uni qui a parlé du bien-être et de la sécurité des Britanniques en tant que choix européen, donc de la nécessité d'une politique économique et d'une politique étrangère européennes.

Ce choix européen des gouvernements français et britannique constitue le fait dominant de l'évolution politique des années à venir, car l'Allemagne, engagée dans la *Ostpolitik*, doit suivre. Ce processus est entamé. C'est la force dominante.

Cela se traduit par une analyse de la réalité. Il est exclu que ce processus aboutisse sans Fédération européenne. Mais nous le savons. C'est donc à nous d'exploiter ce processus pour qu'il aboutisse. La conscience de la nécessité de la Fédération, pour que l'Europe s'exprime d'une seule voix, n'existe pas encore dans les forces impliquées dans ce processus. Mais elle est un aspect de cette réalité. Le spectaculaire arrive, il doit aussi venir de nous. Bien entendu, si nous sommes à la hauteur de la tâche.

Il faut étudier comment la préparer. Le point fondamental, c'est la ligne de partage entre le succès et l'échec: l'élection européenne, les partis au niveau européen et, par là, le pouvoir européen comme enjeu de leur compétition européenne. En face de l'exigence de l'élection européenne, comment contribuer à son avènement:

1) En rassemblant tous ceux qui sont favorables à cette élection. L'unité des fédéralistes constitue le point de repère pour un rassemblement plus large. Avec le référendum et l'idée que le peuple doit être consulté, la pensée d'elle-même va à l'idée qu'il faut consulter le peuple pour lui faire élire ses représentants européens. Il en est ainsi déjà et l'idée est de nature à se répandre. Elle divisera les partis, les syndicats, et atteindra l'opinion.

2) Le point fort de ce rassemblement, ce sont les anneaux faibles de la chaîne. C'est de là que peut venir une forte concentration de l'esprit et de la volonté: je voudrais donner un exemple au niveau des Etats (Espagne, Portugal, Grèce, et peut-être Italie). Permettez-moi de faire une considération personnelle: vous savez que l'Italie risque à nouveau, bien que le danger soit pour l'instant surévalué, de retomber dans une sorte de fascisme. Je me rappelle le sentiment d'amour et de haine que

j'avais, étant jeune, sous le fascisme, pour les grandes démocraties européennes, la France et la Grande-Bretagne. C'était à la fois l'idée que la démocratie existait, donc l'espoir de la recouvrer, et la déception, car Churchill considérait que le fascisme était nécessaire pour les Italiens. C'est aujourd'hui l'expérience vécue en Espagne, au Portugal, en Grèce et, à ce sujet, il faut souligner que l'Europe économique n'a pas épargné à la Grèce la perte de ses libertés. Le club des riches n'a rien à voir avec la véritable Europe. Même les riches risquent de se perdre, leur autosatisfaction les empêche de trouver dans la générosité pour les autres la possibilité de comprendre qu'eux-mêmes doivent subordonner à des fins humaines, à la qualité de la vie, leur statut de satisfaits. J'ai cité ces pays, mais il s'agit aussi des régions sous-développées (dans les pays riches eux-mêmes), des travailleurs, des exploités et des socialement faibles. Il faut représenter ces pays, ces régions, ces travailleurs, ces exploités, ces socialement faibles. De quelle façon? Ils n'ont pas compris l'Europe car l'Europe économique les exclut. Ils veulent aller au delà de l'Europe, mais, dans l'immédiat, on ne peut que choisir l'Europe valable. Si l'on recourt à la « théologie », on peut comprendre que la construction européenne est aussi la destruction de l'Etat national exclusif: sa signification profonde, c'est la destruction de ce qui divise les peuples, les travailleurs; la destruction de l'obstacle qui empêche la contestation de comprendre sa fonction morale et d'assumer un véritable rôle politique.

C'est de la « théologie », mais sans cette « théologie », il est impossible de lancer un pont vers les pays méditerranéens, les travailleurs, les exploités et la jeunesse. C'est ici qu'intervient le rapport entre les prises de position politiques et la stratégie. Les prises de position éclairent les buts politiques et sociaux: c'est « l'Europe pour quoi faire? ». Sans cette théologie, il est impossible de détruire les Etats nationaux et la division. Cela relève de la stratégie, mais n'est pas sans rapport dialectique avec le sens humain du combat pour l'Europe.

Il faut donc, d'un côté, un cadre très large pour le rassemblement de tous ceux qui sont et peuvent devenir favorables à l'élection du Parlement européen, et de l'autre, un cadre plus restreint qui constitue le noyau dur par lequel peut s'exprimer le sens de l'opération européenne, ses buts politiques, ses buts sociaux. Pour cela, il faut une action-cadre pour faire naître dans la réalité la confrontation avec les buts affirmés, le débat avec les socialistes, les communistes et la contestation.

C'est difficile car les fédéralistes s'excluent des élections na-

tionales pour ne pas diviser les forces de progrès et les pays entre eux. D'où la nécessité de concevoir une action qui puisse additionner et capitaliser les résultats dans l'espace et dans le temps.

Prenons l'exemple de la grève européenne, comme celle des dockers de Gênes et de Marseille. En soi, elle reste un fait isolé, sans conséquence. Mais si l'on pouvait l'inscrire dans un action-cadre au moyen d'un engagement profond pour l'Europe constitutionnelle, alors on pourrait établir un lien avec d'autres actions et additionner ce résultat aux résultats dans d'autres domaines (intellectuels qui ont compris la nécessité de transformer profondément la structure de l'Etat et de l'économie; travailleurs qui luttent pour participer humainement, dans les limites de ce qui est pour l'instant matériellement possible, à la gestion de l'entreprise et de l'économie globale,...).

Cette action doit avoir trois volets:

a) le premier est tactique: c'est l'élection unilatérale comme levier politique pour poser efficacement et avec des forces réelles le problème de l'élection générale;

b) ce qu'on a appelé le « plan Spinelli », la lutte pour attribuer un rôle au Parlement européen afin d'obtenir des « sommets » que cette assemblée participe à la construction progressive d'une union économique et monétaire et à la refonte des institutions communautaires, que les diplomaties nationales ne sont pas capables de réaliser même si elles ont décidé de les entreprendre;

c) la définition du point d'arrivée, c'est-à-dire la constitution que l'Europe doit avoir: Carl J. Friedrich avait remarqué qu'on ne peut pas engager les sentiments des hommes sans faire apparaître l'enjeu et le point d'arrivée; ce n'est qu'ainsi qu'on peut mobiliser les énergies pour la construction de l'Europe.

Le temps presse. Dans une dizaine d'années, le sort de l'Europe sera peut être décidé. Une partie de la responsabilité en incombe aux fédéralistes, les seuls qui ont la conscience de la situation historique.

Les responsabilités des grands changements de l'histoire ont toujours été assumées globalement par des avant-gardes. Ou bien l'avant-garde fédéraliste sera capable d'assumer cette responsabilité, ou bien l'Europe ne se fera pas.

RESOLUTION DE POLITIQUE GENERALE

Les fédéralistes européens qui, depuis la Résistance, se battent sans interruption contre le nationalisme des Etats nationaux et pour la création d'une Fédération européenne, qui doit être une étape essentielle sur le chemin qui mènera à la création d'une fédération mondiale, constatent la contradiction flagrante qui existe entre l'optimisme béat des porte-parole de l'Europe officielle et la dégradation des structures communautaires créées par les traités de Paris et de Rome.

Ils dénoncent l'inefficacité présente des instances communautaires devant les problèmes de dimension européenne à résoudre (problèmes sociaux, monétaires, agricoles, de politique extérieure, régionale, de l'environnement, etc...) ainsi que l'approche antidémocratique qui semble dorénavant être de rigueur dans tout ce qui a trait aux problèmes transnationaux.

Ils demandent à l'opinion publique de protester contre la tendance qui consiste à vouloir résoudre les problèmes graves de la société européenne par la création d'instruments institutionnels qui constituent des faux-semblants dangereux de ce que demande la démocratie: le Conseil de ministres, conférence intergouvernementale, incapable de prendre des décisions européennes, et instrument de la couverture des intérêts nationaux; la Commission, exécutif européen sans pouvoirs et sans responsabilité démocratique; le Parlement européen, assemblée purement consultative, sans pouvoirs, sans responsabilités et sans lien démocratique avec les citoyens.

Ils demandent aux citoyens d'Europe de ne pas accepter, au moment même où les jeunes, les étudiants, les travailleurs, les communes demandent un accroissement des droits démocratiques et une participation réelle à la prise de décisions à tous les niveaux, que la société européenne soit dirigée au sommet par une super-technocratie à caractère diplomatique et confédéral.

Ils attirent l'attention de l'opinion publique sur le fait que le référendum (concernant un élargissement de la Communauté souhaité depuis de longues années par les fédéralistes) décidé par le Président Pompidou s'inscrit dans la ligne antidémocratique de l'Europe confédérale des Etats souverains. Celui qui s'est toujours opposé aux élections directes du Parlement européen se fait, à présent, le champion d'une « certaine Europe » et d'une « certaine démocratie », en organisant un référendum dont le résultat est connu d'avance. Cette politique confédérale qui est, en tant que telle, conservatrice et antidémocratique, a pour conséquence que les tendances nationalistes à l'intérieur des différents

pays sont renforcées. Une telle politique ne tend qu'à favoriser les tendances fascistes en Italie. En Allemagne, la *Ostpolitik* qui se propose le but sacro-saint de favoriser la détente entre l'Est et l'Ouest et de dépasser des fictions périmées, risque de prendre un caractère de plus en plus national et d'éloigner de plus en plus l'Allemagne de ses partenaires de la Communauté.

Les fédéralistes se déclarent fiers de la décision prise par leur Congrès et par le Comité fédéral de l'A.E.F. qui s'est réuni ces mêmes jours à Nancy, de créer, avant la fin de l'année, une seule organisation des fédéralistes qui doit être, en même temps, un instrument d'action politique efficace et une préfiguration d'une démocratie supra-nationale fédéraliste.

Cette décision qui a pour conséquence un renforcement très considérable des possibilités d'action des fédéralistes doit permettre dorénavant de mener une bataille politique systématique, c'est-à-dire une action-cadre permettant aux fédéralistes d'additionner et de capitaliser ses résultats, notamment par l'organisation de contre-sommets.

RESOLUTION RELATIVE AUX DICTATURES DANS LA MEDITERRANEE

La réalité des dernières années a démontré que l'utilisation de mesures simplement économiques et technocratiques de la part de la C.E.E. a été totalement inefficace pour empêcher l'extension et le renforcement des dictatures dans la Méditerranée.

D'autre part, une association de ces pays aux institutions européennes est inadmissible sans une profonde démocratisation préalable de leurs régimes internes, car autrement elle ne servirait qu'à renforcer ces dictatures.

Seule la création d'une Europe unie sur une base fédérale permettra l'établissement d'une politique extérieure et défensive commune à toute l'Europe. Ainsi s'établiront les conditions pour exercer une pression effective sur les gouvernements dictatoriaux grec, portugais et espagnol et les forcer à se dégager de leur actuelle dépendance vis-à-vis des Etats-Unis.

Les dictatures qui actuellement dominent l'Espagne, le Portugal et la Grèce, étant donné leur caractère nationaliste et anti-démocratique, constituent un danger sérieux dans la voie de la Fédération européenne. Le XIII^e Congrès du M.F.E. condamne la continuelle activité antieuropéenne de ces dictatures et soutient les groupes et organisations qui, à l'intérieur de ces pays, luttent pour l'idéal d'une Europe fédérale et démocratique.

DECLARATION APPROVEE PAR LE XIII^e CONGRES DU M.F.E.

Le XIII^e Congrès du Mouvement Fédéraliste Européen, réuni à Nancy du 7 au 9 avril 1972, se réclamant du Manifeste de Ventotene et de la Charte fédéraliste de Montreux, expressions historiques de la tradition du Mouvement, approuve la déclaration suivante:

I

Le M.F.E., en accord avec les principes pacifiques, communautaires et cosmopolites de la raison humaine, est contre tout pouvoir qui divise et opprime le genre humain. C'est pourquoi il rejoint, idéalement, les Européens qui, dès la Révolution française, ont compris que l'Europe des nations serait l'Europe de la division et de la guerre, et soutenu que les principes du gouvernement démocratique et égalitaire, reconnus mais réalisés d'une manière seulement partielle et précaire à l'intérieur des vieux Etats d'origine dynastique, devraient également être étendus à l'Europe dans son ensemble, pour ouvrir la voie à la démocratie mondiale. Il affirme que ces principes ne pourront être réalisés d'une manière complète et stable qu'avec la démocratie mondiale.

Le M.F.E. fait siens les idéaux de solidarité européenne et mondiale des hommes comme citoyens et travailleurs qui sont à la base de la formation de la pensée chrétienne, libérale, démocratique et socialiste, mais qui ont été honteusement trahis dans la première guerre mondiale et de plus en plus sacrifiés par la suite aux égoïsmes nationaux à l'avantage exclusif des privilèges des classes dirigeantes. Il se distingue de toutes les expressions actuelles de la pensée politique et sociale qui ont transigé ouvertement ou secrètement avec l'impérialisme, la violence, les conflits nationaux et les privilèges sociaux, et qui ne savent pas écarter la menace que fait peser la production industrielle sur le milieu naturel, historique et artistique de la civilisation de l'homme. Il ne cessera de se battre avec les principes du fédéralisme et ses présupposés, libéral, démocratique et socialiste, jusqu'à ce que passe dans les mains de chaque homme, et de ses communautés naturelles libérées et unies, le contrôle de la défense de la paix, de la sauvegarde de l'habitat humain et de la subordination de l'économie aux valeurs primaires de la liberté, de l'égalité, de la solidarité et du bonheur de tous les hommes.

Le M.F.E. a démontré par les faits qu'il était fidèle à ses principes. Surmontant les difficultés engendrées par les Etats, qui isolent la lutte politique dans le cadre national, il a réussi à unifier dans le cadre européen les groupes fédéralistes qui s'étaient formés spontanément dans les différents pays européens pendant la lutte contre le fascisme et la dégénération de l'Europe. Par l'unité et l'autonomie de ses organisations communales, régionales et de leur ensemble comme association démocratique et supranationale, le M.F.E. constitue la preuve vivante de la possibilité de créer des partis européens et des syndicats européens dans le cadre d'une Fédération européenne.

II

Pour le meilleur ou pour le pire, l'unité européenne est un fait historique acquis. Sa racine culturelle est dans l'histoire même de l'Europe. Sa racine matérielle est dans l'interdépendance croissante des structures économiques. Sa racine politique est dans la fin du système européen des Etats et dans l'avènement du système mondial des Etats dominé par les grandes puissances continentales.

Le choix encore possible n'est pas entre l'unité et la division, mais entre différents types d'unité. Le choix entre des types différents d'unité est un choix institutionnel. Mais les choix institutionnels ne sont pas des choix techniques, neutres. Il y a des institutions qui ne peuvent être fondées que par des forces populaires, qui sont le moyen indispensable de leur pleine expression et garantissent par conséquent un progrès de toute la société. Il y a au contraire des institutions qui ne peuvent être créées qu'en excluant les forces populaires, qui sont le moyen indispensable de la domination de minorités privilégiées et engendrent par conséquent un recul de toute la société.

L'unité européenne la plus facile est l'unité économique. Elle est déjà réalisée mais seulement comme fait capitaliste, technocratique et surbordonné au système économique américain. Elle pourrait trouver un *modus vivendi* avec la partie orientale, subordonnée de son côté au système économique russe, après la conclusion d'un traité de sécurité européenne. Elle pourrait acquérir une couverture politique avec une confédération instituée par les gouvernements sans la participation du peuple européen. Mais sa forme politique suprême serait constituée par le contrôle de l'Europe par les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

Le M.F.E. affirme que la seule unité européenne digne d'être poursuivie est l'unité fédérale. Ce n'est qu'avec une fédération qu'on peut confier au peuple européen le contrôle politique, social et économique de l'Europe occidentale. Ce n'est qu'avec une fédération, c'est-à-dire avec un système constitutionnel ouvert, auquel tout Etat peut accéder sans subir aucune hégémonie et dans lequel peuvent coexister des Etats membres de régime économique différent, qu'on peut créer la condition préalable indispensable à la longue lutte pour réunir l'Europe occidentale et l'Europe orientale et dissoudre en même temps le Pacte atlantique et le Pacte de Varsovie.

Le M.F.E. rappelle par conséquent que la fédération est une loi fondamentale, une constitution, et que le pouvoir constituant appartient au peuple. C'est pour cette raison qu'une partie des fédéralistes a toujours soutenu la méthode de l'assemblée constituante européenne et revendique le pouvoir constituant du peuple des nations européennes.

Mais la constitution ne peut être que le terme final d'une lutte qui comporte la conquête de positions européennes de plus en plus avancées. Il s'agit de positions qui ne peuvent être tenues que par les partis et les gouvernements même si, pour les atteindre, la convergence des initiatives des fédéralistes, des luttes des syndicats et de la pression des citoyens et des forces culturelles est indispensable. C'est pour cette raison qu'une partie des fédéralistes a toujours mis l'accent sur la nécessité d'engager les partis et les gouvernements et a identifié dans un pacte fédéral le terme ultime de la lutte.

Par une confrontation loyale de ces positions, le M.F.E. a désormais acquis la conscience du fait qu'il s'agit de positions complémentaires et non opposées. L'élaboration constitutionnelle et la participation du peuple sont une nécessité évidente. Mais il est évident aussi que cette élaboration et cette participation peuvent revêtir différentes formes juridiques, et qu'elles ne seront en tout cas possibles qu'après qu'aient été atteints des objectifs intermédiaires propres à créer une situation pré-constituante et à rendre possible la conclusion d'un pacte fédéral.

Par ailleurs, le pacte fédéral, comme l'enseigne le droit, a une double nature. Au moment de le conclure, il fait valoir la volonté souveraine des Etats. Mais, au moment même où il est conclu, il fait valoir une nouvelle volonté souveraine: celle du nouvel organisme fédéral.

Avec cette conscience, le M.F.E. considère que le seuil de l'irréversibilité dans le processus d'intégration européenne ne sera franchi qu'avec l'élection directe du Parlement européen et la

participation directe du peuple à la constitution de l'Europe et prend comme objectif stratégique fondamental la reconnaissance du droit de vote européen des citoyens pays par pays et dans toute l'Europe.

III

La Fédération européenne est un moyen pour atteindre des fins historiques, politiques, sociales et économiques.

La fin historique dépasse de loin la signification du fait européen considéré en lui-même. Toutes les transformations de la forme de l'Etat, qui dépendent en dernière analyse de l'évolution de la société et en expriment le degré de développement, ont toujours eu un résultat pratique limité dans le temps et l'espace et un résultat culturel de valeur universelle.

La révolution française a réalisé d'une manière partielle et précaire la démocratie, mais elle a définitivement affirmé, dans la culture de l'homme, les principes démocratiques. La révolution soviétique a réalisé d'une manière partielle et précaire le socialisme, mais elle a définitivement affirmé, dans la culture de l'homme, les principes du socialisme.

La révolution européenne, dépassant les grandes nations historiques sans détruire leur autonomie, réalisera d'une manière partielle et précaire les principes du fédéralisme, mais elle affirmera pour toujours dans la culture de l'homme le principe de la collaboration démocratique et organisée entre les nations, ouvrant la voie aux fédérations sur les autres continents et enfin à la fédération mondiale.

La fin politique est la destruction de l'Etat national exclusif comme instrument de la division des nations et de leur subordination aux grandes puissances continentales. En même temps, la reconquête de l'autonomie de l'Europe comme pré-supposé de la régénération politique et sociale des Etats et de la lutte pour une contribution positive de l'Europe à la paix dans le monde, à l'égalité entre les peuples, à l'émancipation économique, sociale et politique de tous les hommes.

La fin sociale est de rendre aux organisations des travailleurs la possibilité de se battre à armes égales, sur le terrain européen, contre les forces patronales qui agissent déjà à ce niveau.

La fin économique est la planification européenne articulée sur les régions; elle est aussi de rendre aux Européens la possibilité de lutter à armes égales avec les grands espaces économiques sur le front du progrès de la production et de la technique d'avant-garde.

Ces fins ne seront pas atteintes automatiquement avec la Fédération européenne. La Fédération européenne, par elle-même, n'est que le moyen d'écartier l'obstacle qui empêche de les poursuivre: la division des citoyens, des partis et des syndicats engendrée par la souveraineté absolue des Etats. La Fédération européenne est, en même temps, le moyen de faire des Européens un peuple et de le mettre à l'épreuve. Le M.F.E. est convaincu que le peuple des nations européennes, par l'unité fédérale de ses forces historiques et sociales, par ses majorités et ses oppositions de gouvernement, surmontera l'épreuve.

ACCORD D'UNIFICATION A.E.F.-M.F.E.

Le *Centre d'Action Européenne Fédéraliste* (A.E.F.), par son Comité Fédéral réuni à Nancy le 7 avril 1972 et

le *Mouvement Fédéraliste Européen* (M.F.E.), par son Congrès réuni à Nancy les 8 et 9 avril 1972

Reconnaissant l'urgente nécessité du renforcement et de la réorganisation, par une meilleure concentration de leurs efforts sur le plan européen, des groupes de citoyens qui militent pour une Fédération démocratique européenne;

Désireux de mettre un terme à la division entre organisations fédéralistes européennes rivales comme à la concurrence envers le Mouvement Européen qui les rassemble;

Ont convenu, tout en souhaitant que l'ensemble de leurs organisations adhérentes actuelles fassent de même, d'inviter tous les fédéralistes européens dans une nouvelle organisation européenne démocratique et décentralisée, qui soit fondée sur le respect des disparités historiques, culturelles et politiques dans les divers pays et régions d'Europe, et dont l'ambition est de rassembler et d'organiser sur le plan européen l'ensemble des adhérents individuels du Mouvement Européen.

A cet effet, souscrivent une Déclaration sur la Fédération européenne et adoptent les dispositions générales sur les structures de la nouvelle organisation et les principes des dispositions statutaires ou réglementaires qui la régiront, sur les dispositions transitoires pour la mise en place de ces structures ainsi que sur l'interprétation du présent document.

I. *Déclaration sur la Fédération Européenne.*

1. — Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, due au morcellement politique de l'Europe, Robert Schuman, en proposant la première Communauté européenne, après les tentatives du Conseil de l'Europe, ouvrait la voie qui, selon son propos, devait conduire à la Fédération européenne.

2. — On en est encore loin, malgré les progrès que représentent la réconciliation entre nations d'Europe, des institutions originales encore insuffisantes mais susceptibles d'enrichissement, la création, grâce à elles, d'un vaste marché qui fut la source d'un développement économique sans précédent et si évident que quatre pays, dont la Grande Bretagne longtemps réticente, ont fini par s'y joindre.

3. — Ces adhésions nouvelles doivent donner le signal de progrès résolus, décisifs et rapides. Car le temps presse. Un monde nouveau, fait d'autant de périls que d'espoirs, se détache des réalités d'hier.

4. — Les Etats-Unis qui ont conquis tant de positions clefs dans l'économie mondiale, accumulent aujourd'hui des dettes à vue équivalentes à six fois leurs réserves, qui sont bloquées. L'équilibre des forces se négocie entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sans consultation réelle de leurs alliés ou satellites. La défense de l'Occident, dont la présence de troupes américaines en Allemagne reste le pivot, est incertaine. La sécurité en Méditerranée est problématique. La Chine mystérieuse, objet de crainte pour l'U.R.S.S. et si longtemps d'ostracisme par les Etats-Unis, pèse à nouveau dans le concert universel. L'abîme entre pays industriels et pays démunis ne cesse de grandir. Partout, et de tous bords, on conteste la société, ses structures, ses valeurs.

5. — Face à ce monde effervescent, les Européens demeurent divisés. Créateurs de la civilisation moderne, formant par leur nombre, par leur culture, par le volume de leur commerce extérieur, un ensemble plus imposant que les Etats-Unis d'Amérique ou l'U.R.S.S., ils se comportent pourtant, en matière de relations extérieures, de défense, d'armements, de monnaie comme ils se comportaient il y a un siècle.

6. — C'est que leurs gouvernements, aveuglés par un égoïsme à courte vue, agités de grandeurs et de prestiges surannés, s'obstinent à méconnaître que, dans ces matières, pour des pays de dimensions médiocres, et dans ce dernier tiers du 20^e siècle,

la souveraineté nationale de jadis est devenue la vanité des vanités. Du même coup, cramponnés à l'ombre de pouvoirs dont la réalité leur échappe, mais souvent d'autant plus jaloux de collectivités placées en dessous d'eux, dont ils usurpent l'autorité sans qu'elles y gagnent en efficacité, ils privent l'ensemble des citoyens d'Europe de la réalité de leur participation et laissent ainsi travestir la démocratie.

7. — La Fédération européenne est la seule réponse à ces défis de l'histoire contemporaine.

8. — Elle est le seul projet, proposé aux peuples d'Europe depuis 25 ans, qui soit à la fois assez réaliste et assez ambitieux pour leur permettre de reconstruire leur société démocratique tout en remplissant leurs devoirs envers eux-mêmes comme envers le monde extérieur.

9. — La tâche est imposante: développer le progrès économique en Europe tout en assurant la justice sociale à tous les citoyens, en réduisant les inégalités flagrantes entre les diverses régions et en préservant leur diversité et leurs libertés qui sont une des richesses de l'Europe; construire une technologie européenne pour résister aux dangers de colonisation; créer une monnaie européenne face au dollar inconvertible et défaillant; contribuer à l'organisation de la sécurité de l'Europe, de la paix mondiale et d'un ordre universel de justice entre les peuples par le dialogue sur un pied d'égalité avec les superpuissances, ainsi que par la coopération généreuse et dégagée des intérêts nationaux avec les pays en voie de développement.

10. — Une telle action politique, en Europe et dans le monde, implique tout autre chose que des accords toujours révocables entre gouvernements ou qu'une confédération qui n'est que faux semblant. Elle requiert l'attribution à un gouvernement fédéral européen de pouvoirs de décision limités mais réels et s'imposant à tous les Etats sans veto d'aucun d'eux.

11. — Quelle qu'en soit la forme, ce gouvernement devra être démocratiquement désigné et démocratiquement contrôlé par un Parlement fédéral européen issu du suffrage direct de tous les citoyens d'Europe. Car ceux-ci ont le droit de décider librement et à tous les niveaux de leur propre destin. Mais ils doivent le revendiquer sans cesse pour contraindre les gouvernements qui, trahissant leurs engagements depuis 15 ans, leur refusent l'élection au suffrage universel direct des membres du Parlement de la Communauté européenne.

12. — Tel est le sens du combat que, dans l'unité, les Fédéralistes Européens entendent continuer irrésistiblement et renforcer.

13. — Ils en appellent à tous les citoyens d'Europe pour qu'ils rejoignent leurs rangs et concourent à la préfiguration d'une vie démocratique européenne nouvelle.

14. — Il est nécessaire, il est urgent d'unir indissolublement les Etats et les peuples d'Europe en une véritable Fédération européenne.

II. Principes sur lesquels seront basées les dispositions statutaires ou réglementaires de la nouvelle organisation.

1. — La nouvelle organisation se compose de personnes physiques qui y adhèrent directement, moyennant une cotisation annuelle dont le montant peut être différent de la cotisation d'autres membres mais dont la part versée à l'échelon européen est uniforme et fixée par ce dernier.

2. — Sont en principe invités à adhérer à l'organisation nouvelle tous les membres individuels effectifs du M.F.E., tous les membres individuels effectifs des organisations de l'A.E.F., ainsi que tous les adhérents individuels des Conseils nationaux du Mouvement Européen.

3. — Les adhérents de la nouvelle organisation peuvent librement s'organiser au niveau local, au niveau régional et au niveau national pourvu qu'ils le fassent démocratiquement et sans aucune discrimination politique, idéologique ni philosophique. Tout échelon local ou régional de l'organisation définit sa structure interne sous réserve de l'approbation par l'échelon immédiatement supérieur. Il en est de même pour les échelons nationaux sous réserve de l'approbation par l'organe européen approprié.

4. — Les échelons locaux, régionaux et nationaux de l'organisation, intermédiaires organiques entre l'échelon européen de cette dernière et chacun des adhérents, ont pour tâche de renforcer la solidarité entre ceux-ci tout en leur permettant de constituer des centres autonomes d'action mettant en œuvre leur tactique propre dans la ligne politique définie par l'ensemble de l'organisation à son échelon européen.

5. — A son échelon européen, l'organisation nouvelle a pour organes:

- le Congrès,
- le Comité Fédéral (ou Comité Central),
- le Bureau,
- le Secrétariat exécutif,
- la Commission de Contrôle.

6. — Le Congrès est l'organe souverain de l'organisation. Il a les pouvoirs les plus étendus pour arrêter la politique de l'organisation et pour faire approuver tous les actes intéressant celle-ci. Il peut déléguer une partie de ses pouvoirs. Il exerce, à l'exclusion de tout autre, tous les pouvoirs pour approuver ou modifier les dispositions statutaires ou réglementaires. Il élit les membres du Comité Fédéral (ou Comité Central) parmi les adhérents de l'organisation.

Le Congrès se compose des délégués représentant l'ensemble des adhérents de l'organisation. Les délégués sont désignés démocratiquement par les échelons intermédiaires de l'organisation selon des modalités que chacun d'eux détermine sous réserve de l'approbation par l'échelon immédiatement supérieur.

Le nombre des délégués, calculé par pays indépendamment des modalités de leur désignation, est proportionnel au nombre d'adhérents de l'organisation dans le pays considéré et comprend en outre un nombre uniforme (par exemple: 4 délégués) par pays. Pour chaque session du Congrès, le Comité Fédéral (ou Comité Central) peut appliquer au nombre de délégués calculé sur ces bases un coefficient uniforme pour tous les pays.

Le Congrès se réunit tous les deux ans sur la convocation du Comité Fédéral (ou Comité Central). Celui-ci peut le convoquer lorsqu'il l'estime nécessaire.

Le Congrès statue à la majorité des suffrages exprimés sur tous les points de son ordre du jour sous réserve des dispositions de l'art. 11 relatives aux modifications des dispositions statutaires ou réglementaires.

7. — Le Comité Fédéral (ou Comité Central) dirige et représente l'organisation et assure la continuité de sa politique et de son action dans l'intervalle des sessions du Congrès. Il élit dans son sein les personnes responsables de l'organisation ainsi que les autres membres du Bureau. Il convoque le Congrès. Il peut déléguer partiellement ses pouvoirs au Bureau.

Les membres du Comité Fédéral (ou Comité Central) sont élus par le Congrès. Ils sont rééligibles.

8. — Le *Bureau* assure l'exécution des décisions prises par le Comité Fédéral (ou Comité Central) dont il prépare les réunions. Il est responsable devant ce dernier.

Il se compose des personnes responsables de l'organisation ainsi que d'autres personnes désignées par le Comité Fédéral (ou Comité Central).

9. — Le *Secrétariat exécutif* organise l'information mutuelle des membres et des organes intermédiaires de l'organisation dont il coordonne l'action. Il exécute les décisions des organes européens dont il assure le secrétariat. Il exerce ses attributions aussitôt que possible en union étroite avec le Secrétariat général international du Mouvement Européen ou, de préférence, en son sein.

10. — La *Commission de Contrôle* veille à l'application des dispositions statutaires ou réglementaires qu'elle interprète dans les cas particuliers, et arbitre tous conflits éventuels.

Ses membres sont désignées par le Comité Fédéral (ou Comité Central) en dehors des membres de ce dernier. La Commission de contrôle saisit le Comité Fédéral (ou Comité Central) de ses rapports. Elle est responsable devant lui.

11. — Aucune modification aux dispositions statutaires ou réglementaires ne pourra se faire que par le Congrès statuant à la majorité de deux tiers des délégués sur des propositions inscrites à son ordre du jour et distribuées à l'avance.

III. *Dispositions transitoires pour la mise en place des organes de la nouvelle organisation.*

1. — Compte-tenu des obligations statutaires actuelles des deux organisations signataires, la nouvelle organisation entrera en vigueur par la réunion d'un Congrès constitutif à l'issue d'une période transitoire d'une année au plus à compter du 10 avril 1972. Le Congrès constitutif sera composé conformément au projet de dispositions statutaires ou réglementaires de la nouvelle organisation. Il aura à approuver ce projet selon les modalités prévues dans celui-ci pour la modification des dispositions qu'il contient.

2. — Durant la période transitoire, les deux organisations signataires suspendront leur action propre ainsi que l'activité de

leurs organes européens respectifs. Les organes provisoires chargés de préparer le Congrès constitutif sont:

- le Comité commun des fédéralistes européens,
- le Bureau provisoire,
- le Secrétariat provisoire.

3. — Le *Comité commun des fédéralistes européens* a, par délégation des organes statutaires respectifs des deux organisations signataires, tous les pouvoirs et ressources nécessaires pour définir l'action provisoire commune des deux organisations et pour préparer l'entrée en vigueur de la nouvelle organisation. Il prépare et approuve les projets de dispositions statutaires ou réglementaires qui seront soumis au Congrès constitutif. Il convoque ce dernier. Il prépare, en consultation avec les divers échelons respectifs des deux organisations, l'évolution vers l'unité entre leurs membres individuels et arbitre tous conflits éventuels. Il désigne en son sein les personnes provisoirement responsables ainsi que les autres membres du Bureau provisoire.

Il se compose de 25 personnes désignées par l'organe approprié de chacune des organisations signataires et de 10 personnes désignées par l'organe approprié établi par le Congrès constitutif de la J.E.F.

4. — Le *Bureau provisoire* veille à l'exécution des décisions du Comité commun des Fédéralistes européens qu'il convoque et dont il prépare les réunions.

Il se compose des personnes provisoirement responsables ainsi que d'autres personnes désignées par le Comité commun.

5. — Le *Secrétariat provisoire* exécute les décisions des organes provisoires dont il assure le secrétariat. Il organise l'information des échelons respectifs des deux organisations signataires et, éventuellement, de leurs adhérents individuels.

IV. *Interprétation du présent document*

Durant tout le cours de la période transitoire, l'interprétation du présent document est du ressort du Comité commun des Fédéralistes européens qui statuera à la majorité des deux tiers de ses membres.

TABLE DES MATIERES DE LA XIV^e ANNEE (1972)

ESSAIS

ANDREA CHITI-BATELLI, <i>La Ostpolitik vue par un fédéraliste</i>	p. 1
MARIO ALBERTINI, <i>Le problème monétaire et le problème politique européen</i>	» 77
BERNARD BARTHALAY, <i>Note à propos du retour à la tradition classique en économie</i>	» 153

LES PROBLEMES DE L'ACTION

<i>Bulletin publié par les jeunes de la section de Gênes du M.F.E.</i>	» 57
<i>Lettre ouverte à la J.E.F. de Gênes, par Mario Albertini</i>	» 68

L'action du M.F.E. en France:

<i>Plateforme pour un renouvellement de l'action du M.F.E. en France</i>	» 109
<i>Plan d'action publique en France pour l'élection directe du Parlement européen</i>	» 114
<i>Rapport de B. Barthalay devant la Commission française du M.F.E. du 4 juin 1972</i>	» 127

LES DOCUMENTS

L'unification des jeunes fédéralistes:

<i>Résolution finale du congrès d'unification</i>	p. 133
<i>Projet de manifeste de la Jeunesse Fédéraliste Européenne</i>	» 135

Le XIII^e Congrès du M.F.E.:

« <i>L'Europe pour quoi faire et... comment?</i> », exposé de Bernard Barthalay	» 169
<i>Rapport politique du président du Bureau exécutif, Mario Albertini</i>	» 178
<i>Résumé de l'intervention de Mario Albertini</i>	» 190
<i>Résolution de politique générale</i>	» 195
<i>Résolution relative aux dictatures dans la Méditerranée</i>	» 196
<i>Déclaration approuvée par le XIII^e Congrès du M.F.E.</i> »	197
<i>Accord d'unification A.E.F.</i>	» 201
<i>Bilan de la revue pour l'année 1971</i>	» 75

Direttore responsabile Mario Albertini - Editrice Libera Associazione
Il Federalista - Autorizzazione Tribunale di Pavia n. 117 del 18-4-1962 -
Tipografia Popolare - Pavia - Spedizione in abb. postale - Gruppo IV (70%).